



Rapport d'activité

2015 **150e**



**SYNDICAT DES
ENSEIGNANTS
ROMANDS **SER****

Avertissement

L'emploi du masculin dans ce document est uniquement destiné à en faciliter la lisibilité. Il est bien entendu qu'il recouvre des termes génériques convenant aussi bien à des hommes qu'à des femmes.

Dans le présent rapport d'activité est mise en exergue, dans une partie des textes, une conclusion un peu plus personnelle du signataire de l'article. Souhaits, espoirs, coups de gueule sont ainsi placés en évidence par rapport aux éléments plus conventionnels du document.

Vous êtes ici!

Table des matières

1. Propos du président

2. Conduite du SER

- 2.1 Rapport du CoSER
- 2.2 Rapport de la CES
- 2.3 Rapport de la CoGes
- 2.4 Rapport du secrétaire général

3. Implication au plan romand

- 3.1 CIIP
 - 3.1.a Plénière et Secrétariat général
 - 3.1.b COPED
 - 3.1.c COPAR
 - 3.1.d COMETE
 - 3.1.e COMEVAL
 - 3.1.f Groupes de validation des MER
 - 3.1.g COCRE
 - 3.1.h CORENE
 - 3.1.i Conseil Média-Formation
 - 3.1.j Groupe de liaison du CMF
 - 3.1.k FORDIF
 - 3.1.l Bilan de la CSR
 - 3.1.m CAHR
- 3.2 Autres associations, fondations, institutions
 - 3.2.a CLACESO
 - 3.2.b FAPERT

4. Implication au plan national

- 4.1 CDIP
 - 4.1.a Plénière et Secrétariat général
 - 4.1.b Conférence de coordination TIC et formation
 - 4.1.c Profils d'exigences professionnelles
 - 4.1.d Formation sec. I
Disciplines génériques
 - 4.1.e Bilan du système de reconnaissance des diplômes
- 4.2 Agence éducation21
 - 4.2.a Conseil de fondation
 - 4.2.b Groupe de résonance
- 4.3 Autres associations, fondations, institutions
 - 4.3.a LCH
 - 4.3.b Ebenrain et Intergroupe parlementaire
 - 4.3.c SSPES
 - 4.3.d Fondation CSPS
 - 4.3.e Jeunesse et Economie
 - 4.3.f Radix
 - 4.3.g Alliance Education sexuelle
 - 4.3.h Swissuniversities



5. Implication au plan international

- 5.1 Fondation CPA
- 5.2 Comité IE-Europe
- 5.3 CSFEF
- 5.4 Collaboration avec d'autres syndicats
- 5.5 Formation professionnelle

6. 150e anniversaire SER – Educateur

- 6.1 Ouvrage *Les bâtisseurs de l'Ecole romande*
- 6.2 Festivités du 12 juin
- 6.3 Bilan financier

7. Evénements et manifestations

- 7.1 Semaine romande de la lecture
- 7.2 Assises romandes de l'éducation
- 7.3 Ecoles à Berne
- 7.4 Journée suisse de l'éducation
- 7.6 Prix suisse des écoles
- 7.7 Sommet international sur l'avenir de la profession enseignante
- 7.8 Congrès IE, Ottawa

8. Revue Educateur

- 8.1 Rapport de la rédactrice en chef
- 8.2 Rapport du comité de rédaction
- 8.3 Rapport de la responsable «publicité»
- 8.4 Rapport administratif

9. Sites internet

- 9.1 SER et les «sous-sites»
- 9.2 Educateur

10. Prises de positions

- 10.1 Consultations
- 10.2 Conférence de presse et communiqués

11. Interventions, contributions, médias

12. Organigrammes

13. Sigles

14. Les rendez-vous importants du SER





1. Propos du président

1. Propos du président *G. Pasquier*

«Une chose est remarquable dans l'histoire du Syndicat des enseignants romands (SER). C'est la constance et la beauté de sa ligne.»¹ Cette exclamation de la présidente de la CIIP, Anne-Catherine Lyon, dans sa préface de notre livre du 150e, est un hommage qui va droit au cœur des responsables du SER et de leurs prédécesseurs. Comme il doit aller aussi droit au cœur des adhérents au SER, membres de ses associations.

C'est la volonté d'exister, de grandir et de travailler **ensemble** qui a été le fil conducteur de cette belle aventure et qui continue à l'être ou devrait continuer à l'être dans un monde individualiste où «*Les principes de la solidarité cèdent plus souvent qu'à leur tour face aux instincts de la méfiance*»¹.

C'est vrai que les gens sont devenus plus individualistes, légitimement préoccupés par leur vie et leur bonheur personnel avant tout. Et même s'ils sont les fers de lance d'une institution qui prône des valeurs de respect, de collaboration, d'écoute et de vivre **ensemble**, les enseignants n'échappent pas à la règle. Nos associations peinent à recruter, à un moment où pourtant les menaces qui pèsent sur la profession, son statut, ses conditions de travail et son salaire sont grandissantes. Dans une profession qui se complexifie et dans laquelle les soucis administratifs l'emportent facilement sur le sens de la mission, le besoin de vivre et de défendre **ensemble** une image et une pratique du métier n'est pas forcément ressenti.

C'est sans doute ce qui nous manque le plus, sans que nous en ayons conscience, cette aspiration à se dépasser par la collaboration, cette satisfaction de réaliser **ensemble** quelque chose de grand, quelque chose de fort, quelque chose d'une dimension humaine qui n'est possible que dans l'action commune. La profession n'est fondamentalement et par nature épanouie que dans un travail d'équipe. L'organisation du travail scolaire devrait être clairement et exclusivement construite sur cette base, et l'exercice solitaire de la pratique considéré comme une déviation regrettable.

La «ligne» du SER, qui devrait être la ligne de la profession, c'est définitivement, au-delà des différences cantonales, régionales, des mentalités spécifiques, des conditions particulières, des façons de penser, de vivre, de ressentir originales, la volonté et le bonheur de se rejoindre, de se reconnaître, de collaborer et de croire **ensemble** à une école juste, efficace et humaine qui traverse toutes les modes, tous les courants et toutes les injonctions politicardes, parce qu'habitée par des professionnels qui savent ce qu'ils sont et ce qu'ils veulent **ensemble**.

La vie est dure, le métier est difficile, les problèmes s'aggravent, les moyens diminuent, les pressions augmentent, mais les enseignants ont une raison de tenir et d'espérer, parce qu'ils peuvent agir **ensemble** sur leur destin, leurs conditions de travail, leur cadre de vie et de satisfaction professionnelle, pour autant qu'ils s'y investissent.

«*Epouser les réalités complexes et non les nier en espérant les réduire, voilà l'exercice*»¹.

¹ Avant-propos d'Anne-Catherine Lyon, *Les bâtisseurs de l'école romande*, p. 4.



2.1 CoSER

G. Pasquier

Les améliorations de fonctionnement évoquées dans le dernier rapport d'activité ont été inscrites dans la durée, avec la pratique du BuCoSER.

La cohésion et l'engagement interne constatés l'an passé ont perduré en cette année marquée par de nombreux événements importants, dont l'anniversaire du SER et de l'Éducateur. Avec douze séances ordinaires, deux séances spéciales pour la préparation de la conférence de presse, et une conférence des présidents commune avec LCH, le CoSER a fait preuve d'une intense activité sur un nombre considérable de dossiers à tous les niveaux. La réalisation du Livre et l'organisation du 150^e ont pris une place importante dans ses délibérations, auxquels se sont ajoutés aussi des soucis de fonctionnement interne, le bilan de la Convention scolaire romande, celui de l'accord HarmoS, les assemblées des délégués, la santé des enseignants, l'éducation sexuelle, les échanges linguistiques, l'avenir des congrès, les manifestations du SER, les collaborations au niveau national, les engagements internationaux, la formation des enseignants, la coopération sur les données statistiques, la future succession à la présidence, l'évolution des statuts pour ne citer que les dossiers les plus importants.

Comme l'an passé, le CoSER a reçu plusieurs invités dont Mme Gaël Pannatier de Radix (Fondation suisse pour la santé), à l'occasion de la création d'une alliance nationale pour la «promotion de la santé des professionnels de l'école» (PSE).

On ne peut que souligner une fois de plus le très important engagement de chacun des membres du CoSER, leur participation assidue aux très nombreuses séances et le climat ouvert et convivial dans lequel celles-ci se déroulent généralement.



Un merci tout particulier aux Valaisans Didier Jacquier et Rachel Chollet qui ont quitté le CoSER après de très nombreuses années d'intense collaboration. L'un et l'autre ont marqué durablement de leur empreinte les travaux de notre faïtière et son évolution professionnelle. Leurs successeurs, Olivier Solioz, président de la SPVal et Adrienne Furrer-Mittaz, présidente de l'AVECO se sont déjà pleinement investis, dès le printemps, dans le travail du CoSER.

Les très grandes difficultés, notamment financières, éprouvées cette année dans nos cantons n'ont fait que rendre encore plus utiles et nécessaires le partage et la cohésion au niveau romand. L'implication au CoSER est une charge et un souci, mais c'est aussi l'occasion pour nos présidents d'associations d'être en prise directe avec d'autres réalités cantonales. La conscience d'un héritage de plus d'un siècle et demi n'a fait que renforcer un sentiment d'appartenance déjà bien présent.



2.2 Rapport de la CES

G. Pasquier

Après l'organisation de la 10e Journée de l'enseignement spécialisé et le bilan qu'elle en a tiré, la commission a vu le départ d'une grande partie de ses membres la nécessité de former une nouvelle équipe et d'établir une autre collaboration.

En phase de reconstruction, la commission n'a pas encore des représentants de tous les cantons et n'a pu tenir que deux séances sur l'année. Outre la prochaine journée de l'enseignement spécialisé à organiser, le travail de la commission va être important ces prochains mois pour la réflexion du CoSER sur toutes les opérations d'intégration et d'inclusion en cours dans les cantons.

Le travail de la commission de l'enseignement spécialisé a été très conséquent ces dernières années, bien que pas toujours compris puisque très difficile. Le SER a besoin d'une commission forte et représentative dont le travail mérite d'être mis en exergue, pour que la prochaine journée soit une nouvelle réussite. Quant au thème abordé, et jamais achevé, de l'articulation entre enseignants «ordinaires» et spécialisés, il est fonction d'une évolution très hétéroclite des processus et des concepts d'inclusion et d'intégration dans les cantons. Là aussi, le CoSER va devoir compter sur la CES.

2.3 CoGes

L. Vité

Depuis le dernier rapport d'activité, la commission de gestion, toujours composée de Didier Jacquier (jusqu'en juin dernier), Gaétan Emonet et Laurent Vité a poursuivi son travail de regard externe par rapport aux relations au sein du bureau de Martigny. Nous avons pu rendre visible un certain nombre de problématiques et aider chacune des personnes concernées à trouver d'autres modes de fonctionnement pour que tout le bureau y gagne en efficacité. Tout ce travail s'est fait en bonne entente avec les personnes concernées et le bureau a pu repartir sur de bonnes bases. Nous avons aussi pu commencer à préparer une nouvelle manière d'organiser les tâches et les relations de travail entre le secrétaire



Laurent Vité

général et les autres personnes employées au bureau qui sera effective dès que le nouveau président sera en place. Pour le président lui-même, la réflexion continue à propos de son salaire, de son cahier des charges, et d'autres aspects liés à la fonction. Le secrétaire général a pu s'appuyer sur la commission en lui posant les questions pointues nécessaires à trouver des solutions. La commission de gestion travaille donc bien en amont des décisions pour épauler le secrétaire général dans sa gestion administrative globale du SER et pour que le comité qui prend les décisions puisse le faire sans perdre trop de temps sur ce genre de dossiers.

2.4 Rapport du secrétaire général

J.-M. Haller

Le secrétaire général est impliqué dans plusieurs comités, commissions, groupes de travail, qui sont traités dans d'autres chapitres du présent rapport. Ce résumé ne concerne que les autres aspects du travail effectué durant l'année.

Une année festive

La fête du 150e et l'édition de l'ouvrage *Les Bâtisseurs de l'Ecole romande* resteront les faits marquants de 2015. L'organisation de la fête a occupé l'ensemble du secrétariat général durant les mois de janvier à juin, ainsi que Sylvie Malogorski, pour la mise en page des cartons





Jean-Marc Haller

d'invitation, du menu et des affiches notamment. Ce fut un immense plaisir de travailler à la réalisation d'un tel projet qui, selon les retours des participants, demeurera un excellent souvenir.

L'édition de l'ouvrage a été possible grâce à l'apport financier de plusieurs partenaires, sponsors ou donateurs. Un travail de suivi avec ces différentes institutions et entreprises se poursuit, ces dernières ayant la possibilité d'utiliser des emplacements publicitaires dans l'Educateur.

Durant l'automne, il a fallu gérer les 450 retours des ouvrages adressés aux abonnés de l'Educateur, plus nombreux que prévus.

Les manifestations

Une seule manifestation a été organisée par le SER, la Semaine romande de la lecture. Une seconde a été conduite conjointement avec LCH: la Journée suisse de l'éducation.

Tant l'une – activités en classe – que l'autre – organisation confiée à une entreprise externe – ont peu sollicité l'engagement du secrétariat occupé principalement à envoyer de l'information, respectivement, des invitations et de la documentation.

L'équipe du secrétariat général

L'organisation du travail a été fortement bouleversée par l'absence durant toute l'année (reprise à 25% pendant quatre mois) pour raisons de santé de Nicole Trincherro. Dans un premier temps, Véronique Jacquier

Darbellay a vu son taux d'activité augmenté, puis une nouvelle collaboratrice, Martine Veuthey, a été engagée temporairement. La commission de gestion et le CoSER, régulièrement informés de cette situation, participent aux réflexions et prennent les décisions sur la base des constats et rapports présentés. Une réorganisation étant prévue à moyen terme, l'assemblée des délégués sera informée en temps voulu.

Le travail au quotidien

Le secrétariat général a bien évidemment assumé l'ensemble des tâches et missions ordinaires consistant principalement à s'occuper de:

- la gestion de la revue Educateur (cf. 8.4);
- la facturation, la comptabilisation des recettes et dépenses initiées par les activités du SER, de sa revue et de l'établissement du budget;
- la rédaction des courriers et courriels adressés notamment à la CIIP, à la CDIP, aux associations partenaires ainsi qu'à l'interne. On constate une proportion toujours plus importante de la correspondance officielle adressée uniquement par courriel;
- la correspondance administrative et diverse, ainsi que les demandes par téléphone;
- la rédaction et diffusion des rapports, PV, communiqués de presse et consultations;
- l'archivage;
- la gestion des sites et sous-sites;
- la base de données qui compte actuellement plus de 16'000 références;
- l'envoi de documentation ou réponses aux demandes de chercheurs, étudiants, collègues;
- l'organisation logistique et rédactionnelle des assemblées de délégués.
- la gestion administrative du personnel rémunéré du SER, et des quelques 60 personnes défrayées pour leur engagement en tant que représentants du SER en Suisse ou à l'étranger ou de leur AC au sein du SER.

Les multiples missions et tâches dévolues au secrétariat général impliquent un travail d'équipe. Il faut remercier ici les collaboratrices du SER et de l'Educateur qui entreprennent le travail demandé avec conviction, persévérance, patience et bonne humeur. Qu'elles soient ici remerciées chaleureusement.



3. Implication au plan romand

3.1 CIIP

3.1.a Plénière et secrétariat général

G. Pasquier

Année de stabilisation pour la CIIP, après les changements importants vécus l'an passé avec l'arrivée de quatre nouveaux conseillers d'Etat sur huit.

Ce printemps a pourtant été l'occasion d'un premier bilan sur la mise en œuvre de la CSR, rendu public le 19 juin, que la CIIP a tenu à faire en amont du bilan d'HarmonoS effectué au plan national.

Cette décision a été l'occasion aussi d'une journée de réflexion mise en place par la commission pédagogique qui s'est tenue le 24 avril.

Si l'année écoulée n'a pas compté de rencontre formelle avec l'assemblée plénière de la CIIP, ni avec une délégation de celle-ci, les occasions de rencontre avec chacun de ses membres n'ont pas manqué pour le président du SER et pour le secrétaire général. De plus, une séance de travail des responsables du SER avec le secrétaire général de la CIIP a eu lieu trois fois au cours de l'année. A la suite de la conférence de presse de rentrée sur la formation des enseignants et de la demande du SER que soient organisées des «Etats généraux» sur la question, une séance de travail CIIP-SER sera sans doute mise sur pied dans le courant de l'automne.

Après des années de bouleversements et d'efforts de coordination, la conférence de nos ministres romands aspire légitimement à une période de plus grande sérénité pour la mise en œuvre de la Convention scolaire romande et du PER.

Le SER veillera à ce que ce soit aussi le moment de réactiver des dossiers mis en sommeil (comme la formation des enseignants) et l'occasion de choisir un plan quadriennal qui reste ambitieux autant que réaliste.



Suzanne Schoeb

3.1.b COPED

S. Schoeb

L'année écoulée a été marquée, entre autres, par l'élaboration du premier bilan de la Convention scolaire romande et des différentes instances de la CIIP de 2012 à 2015. Divers dossiers, dans lesquels la commission pédagogique est impliquée, peuvent être considérés comme achevés (suivi de l'introduction du PER, introduction et généralisation de l'enseignement de l'anglais), ou en cours (sélection, acquisition ou élaboration de MER, élaboration de ressources pédagogiques MITIC). Cela représente autant de dossiers dans lesquels vos représentants se sont investis et ont pu faire valoir le point de vue des enseignants. Ce qui reste à entreprendre: le développement de ressources pour la formation générale et pour les allophones, la promotion de la lecture, l'analyse de l'impact du PER, son évolution; voilà le programme des prochaines années.

A l'issue de ce premier mandat de la commission pédagogique, le SER est satisfait d'avoir réussi à garder la main sur la désignation de ses délégués. En effet, le règlement de la COPED mentionnait un tournus obligatoire après 4 ans. Le SER, estimant être seul juge des compétences de ses délégués et de leur désignation, n'a pas accepté d'appliquer ce point. Il a obtenu gain de cause.



Rachel Chollet

3.1.c COPAR

G. Pasquier

Changements dans la composition des partenaires puisque cette année était la première du fonctionnement de la CLACESO (Conférence latine des chefs d'établissements de la scolarité obligatoire) et de la nouvelle présidence de la FAPERT.

L'essentiel du travail de la commission a été la préparation de la deuxième édition du bulletin d'information de la CIIP qui était consacré aux trois types de maturités et la préparation de la période administrative 2016-2019 avec son programme d'activité.

Le projet de constitution d'un agenda romand des manifestations dans le domaine de l'éducation a également retenu l'attention de la commission, ainsi que l'organisation du secrétariat général, le masterplan des épreuves romandes, les chantiers des moyens d'enseignement, le développement d'un espace numérique du PER, ainsi que la nouvelle direction de l'IRDP.

Comme chaque fois, chacune des organisations partenaires a aussi saisi l'occasion de transmettre les informations la concernant.

Au départ d'une nouvelle législature et dans une configuration maintenant stabilisée, la CoPar devrait jouer pleinement son rôle d'aiguillon d'un espace romand de la formation bien implanté pour que les problèmes qui ne manquent pas dans les cantons soient reconnus et pris en main aussi au plan romand.

3.1.d COMETE

R. Chollet

La commission d'éducation aux médias et aux technologies dans l'enseignement (COMETE) siège quatre fois par an dont une fois en séance commune avec la CORENE.

En cette fin de législature, la COMETE fait un bilan de ses activités. Il s'avère que, malgré le travail fourni, les résultats sont mitigés. Les MITIC sont une des thématiques de la Formation Générale. Mais sans réel soutien, il est difficile de se faire entendre surtout quand cette thématique n'apparaît pas dans les grilles horaires. Il est illusoire de croire que les MITIC pourront être abordés uniquement par les enseignants dans leurs cours. En effet, il n'y a pas d'outils de suivi pour évaluer les compétences MITIC définies dans le PER; de plus, des ressources pédagogiques romandes ne sont toujours pas disponibles. Du côté institutionnel, il faudrait trouver des moyens pour veiller à la protection des données, des droits d'auteur et des équipements. La COMETE considère que pour ces prochaines années, plusieurs sujets devront être clarifiés et rapidement mis en place. Il s'agit principalement d'intégrer les ressources MITIC aux MER (moyens d'enseignements romands), d'offrir une plateforme pour l'échange des données, d'évaluer les compétences MITIC des élèves au moyen d'un outil standardisé et de définir une formation MITIC de base pour les enseignants. Le défi est de taille. Il reste à espérer que ces demandes seront prises en compte par les instances supérieures.





Gregory Durand

3.1.e COMEVAL

G. Durand

Lors de l'année 2014-2015, la commission d'évaluation des ressources didactiques (COMEVAL) a traité un grand nombre de dossiers. Ces quelques lignes ne portent que sur quelques éléments majeurs.

En ce qui concerne le *Mémento grammatical 5-8* relatif au **français**, la COMEVAL s'est réjouie de la bonne marche de ce dossier, mais s'est interrogée sur le choix du format de ce MER pour le cycle concerné.

Elle a également pris connaissance avec satisfaction du rapport final qui met en avant les qualités rédactionnelles des contenus, mais s'est interrogée sur le niveau de finalisation du graphisme qui n'amène actuellement pas la plus-value attendue pour ce type d'ouvrage.

Un groupe de travail a rendu un rapport relatif aux MER français. La COMEVAL a pris connaissance de ce document qui dresse un état des lieux des MER pour le français sur l'ensemble de la scolarité obligatoire. L'appréciation générale qui se dégage de ce recensement d'avis provenant de tous les cantons montre que la plupart des MER (sauf ceux du cycle 1) sont considérés comme inadéquats et comme trop éloignés du PER. La COMEVAL a souhaité que les développements et travaux effectués par les différents cantons soient pleinement exploités afin d'assurer un emploi satisfaisant des moyens actuels et de tirer toutes les conséquences des expériences utiles à l'élaboration des prochaines collections. La COMEVAL a appuyé l'élaboration d'un concept global

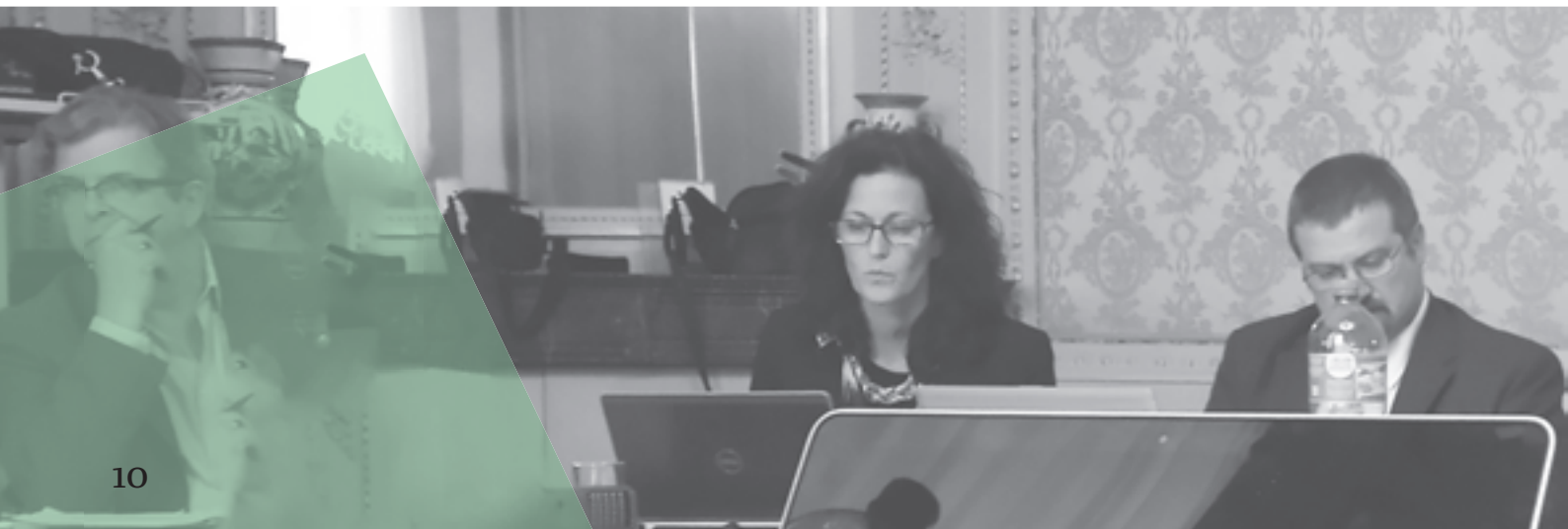
1-11 mais a souhaité des projets éditoriaux par cycle, respectivement demi-cycle.

Au sujet **des arts**, la COMEVAL a déploré le fait qu'Arts Visuels ait été écarté du projet initial AC&M et a souhaité relancer au plus vite le dossier AV sur la base du rapport de 2010 en cohérence avec le domaine Arts. Pour les cycles 1 et 2, la commission a souhaité un rapprochement entre AV et AC&M ainsi que des méthodologies destinées avant tout à des généralistes.

Pour les **SHS 7-8**, la COMEVAL a pris connaissance avec satisfaction des mesures prises pour tenir les délais de réalisation des ouvrages, notamment l'engagement de rédacteurs supplémentaires. Elle a également salué la mise en ligne pour cette rentrée scolaire 2015 de la première séquence de Géographie 7e comme initialement annoncé dans le projet éditorial ainsi que de quelques séquences en Histoire. Au niveau du calendrier, la COMEVAL a demandé de pouvoir disposer de l'ouvrage commun imprimé (*Outils et Méthodes de recherche*) pour la rentrée 2016 et non pas uniquement de sa mise en ligne comme initialement prévu.

Dès le début de l'année 2015, la COMEVAL a entamé **un bilan** de son programme d'activité 2013-2015. Elle a salué notamment une meilleure coordination entre la COMEVAL et la COPED, la présence de délégués dans les Groupes de validation, la mise à disposition des documents auprès des membres COMEVAL et la venue des chargés de dossier dans les séances qui ont contribué à une meilleure transmission de l'information.

Toutefois, elle a indiqué avec regret que, du fait de calendriers trop serrés, la COMEVAL n'a cependant jamais pu donner son avis sur un manuscrit final dans le cadre d'un préavis à l'intention de la CLEO, comme son mandat le stipulait. Elle a dû se contenter de rapports se fondant plus sur des impressions que sur des constats. Pour conclure, après trois années de présence à la COMEVAL, Didier Jacquier l'a quittée en juin 2015. Le CoSER a dès lors désigné Olivier Solioz, nouveau président SPVal, pour représenter avec Gregory Durand le SER dans cette commission.



3.1.f Groupes de validation des MER

J.-M. Haller

Depuis l'entrée en vigueur de la Convention scolaire romande, la CIIP a pour mandat de choisir des moyens d'enseignement «PER-compatibles» communs aux cantons romands – les MER – soit en adoptant un moyen existant pour chaque discipline, soit en proposant un choix de moyens. Au cas où aucun moyen n'existe sur le marché, la CIIP a pour mission de créer et éditer un moyen d'enseignement romand.

Depuis le début de 2014, la mise en place des groupes de validation de ces MER a pris son rythme de croisière et on en compte actuellement onze dans les disciplines suivantes: histoire (7-8/9-11), géographie (7-8/9-11), mathématiques (1-4/5-8), allemand (5-8/9-11) et anglais (9-11) ainsi que 2 groupes travaillant sur les ressources numériques en français et en mathématiques. Le SER est représenté dans ces groupes par vingt-six collègues provenant de huit des neuf associations cantonales. Pour effectuer leur mandat, ils sont mis en congé par leur autorité scolaire. La CIIP les défraye pour leurs déplacements et repas, et les indemnise pour leur travail.

La coordination et l'émergence d'une «culture commune» entre les nombreux représentants du SER dans les différents groupes de validation et commissions de la CIIP prend de plus en plus d'importance. La rencontre annuelle prévue pour ce faire doit devenir une priorité pour le SER à l'avenir.

3.1.g COCRE

G. Pasquier

Après les débuts retardés (voir précédent rapport d'activité), la commission semble avoir pris sa vitesse de croisière avec son nouveau nom de commission de coordination de la recherche en éducation (COCRE). Présidée par la conseillère d'Etat, Monica Maire-Hefsti, la deuxième séance de la COCRE s'est occupée de fonctionnement, avec la nouvelle direction de l'IRDP, son conseil scientifique et la réactualisation du mandat de la COCRE. Au plan des travaux scientifiques, il a été question des indicateurs romands, du monitoring ainsi que des épreuves communes. La coordination de la

recherche a aussi été à l'ordre du jour, pour définir les pôles de compétences et mieux promouvoir les résultats déjà obtenus. De nombreuses questions brûlantes ont été évoquées pour être traitées dans l'avenir par la commission au nombre desquelles les données statistiques, la gestion prévisionnelle dans l'engagement et la formation des enseignants, les problèmes de gestion d'établissement et de classe.

La CIIP en est à se demander s'il est opportun que cette commission soit présidée par un conseiller d'Etat. On peut discuter du pour et du contre à perte de vue. Il n'empêche que l'absence d'un membre de la Conférence dans les débats de la COCRE peut légitimement faire douter du poids futur de celle-ci.

3.1.h CORENE

R. Chollet

La commission des ressources numériques pour l'enseignement (CORENE) siège quatre fois par an dont une fois en séance commune avec la COMETE. En cette fin de période législative, la CORENE tire le bilan de son travail. La fédération d'identité numérique (FIDES) est sur les rails mais il reste à définir au niveau national les modalités de son fonctionnement. La mutualisation des ressources est active au niveau de la bibliothèque scolaire numérique (BSN). Les cantons peuvent archiver leurs productions et moissonner les ressources inter-cantonales. C'est à ce stade que l'on constate, qu'en pratique, certains cantons ne sont pas encore prêts techniquement à faire le travail. Concernant les MER (moyens d'enseignements romands) le constat est décevant. Le travail effectué par les auteurs est énorme mais comme il n'y a pas de spécialiste MITIC dans les groupes, cette part n'a pas été intégrée directement dans le moyen. Il faudra des compléments aux MER, ce qui amène les questions suivantes: qui les écrira, où les stocker et comment pérenniser toutes les ressources numériques?

Le train est passé pour les MER actuels. Espérons qu'une volonté commune des cantons veuille bien attacher de l'importance à l'éducation des élèves dans l'utilisation d'un environnement multimédia.



3.1.i Conseil Média-Formation *G. Pasquier*

Après deux ans d'interruption, le Conseil Média-Formation a tenu séance le 18 mai, avec le nouveau représentant de la CIIP, Oskar Freysinger. Présidée par Gilles Marchand, directeur de la RTS, la séance a fait le point sur la mise en œuvre de la Convention signée entre CIIP et RTS. Le nombre et la qualité des retours se sont révélés impressionnants. Les problèmes d'accès numériques aux contenus RTS ont été également à l'ordre du jour, tout comme certains cas particuliers de site ou d'émissions (notrehistoire.ch, Helveticus, citoyenneté, etc...). Le conseil a également évoqué les suites du sondage CIIP-RTS Découverte de fin 2012.

Précieuse convention qui permet aux enseignants et aux élèves de bénéficier des immenses ressources de la RTS grâce à son mandat éducatif. L'accès en devient toujours plus facile et mieux organisé. Reste à changer les habitudes et les mentalités chez nous, pour en profiter pleinement, pour le bien de la mise en œuvre du PER.

3.1.j Groupe de liaison du CMF *L. Vité*

Ce groupe a pour but de relever les émissions de la RTS qui ont une visée éducative, ou un lien avec les objectifs du PER, en vue de promouvoir leur utilisation dans les classes. Il y a deux ans, le groupe avait travaillé sur une enquête pour mieux comprendre comment et pourquoi les enseignants utilisent ou pas les ressources des médias en classe. Là, cette enquête est restée un peu lettre morte auprès des décideurs, qui auraient pu s'en saisir, notamment pour améliorer le matériel mis à disposition des collègues afin de leur faciliter l'accès à ces ressources.

Les membres du groupe sont impliqués dans certains événements en lien avec le monde des médias, tels que la semaine des médias. Ils sont consultés sur l'utilisation possible des émissions pour les classes. Les représentants du SER dans ce groupe amènent les points de vue des collègues pour améliorer l'offre tant que faire

se peut. La CIIP développe des plateformes de mises à disposition de ces émissions pour limiter le fastidieux travail de recherche et de sélection des émissions idoines pour les enseignants en fonction des objectifs qu'ils visent. Nous nous exprimons sur des productions de différents médias, audiovisuelles, radiodiffusées et même papier. Par exemple, nous avons pu donner notre avis sur les scénarios d'une nouvelle série de dessins animés sur l'Histoire suisse pour les plus jeunes enfants (Helveticus) ou avons vu en avant-première un nouveau média scientifique pour les enfants rédigé avec l'aide de l'Université de Genève (Campus Junior). Signalons que pour le SER, Grégory Durand a remplacé Jacques Daniélou, démissionnaire.

Les avis des enseignants sont précieux et appréciés par les professionnels des médias qui peuvent amener des améliorations notoires à leurs productions. Cela dit, il faudrait pouvoir vérifier que les enseignants utilisent ces ressources et si non, pour quelles raisons? Cela pourrait amener à une grande action d'encouragement à l'utilisation de l'image dans les cours, par exemple.

3.1.k FORDIF *J.-M. Haller*

Le groupe de suivi composé de représentants des conférences de la CIIP, de la CLACESO et du SER ainsi que le représentant du consortium d'instituts de formation organisant celle des directeurs d'établissements scolaires (FORDIF) se réunit deux fois par année.

Actuellement, les formations CAS, DAS et MAS existent, mais ont de la peine à s'imposer. Si le CAS a connu plusieurs volées d'étudiants, la session de cet automne est très peu suivie. Le DAS qui devait débiter a été reporté à l'année prochaine et à ce jour aucun MAS n'a pu être mis sur pied.

Sous l'impulsion, notamment, du représentant SER, le groupe a obtenu de la CIIP qu'un mandat soit attribué à l'IRDP pour l'étude de l'impact de la formation pour les directeurs dans leur quotidien. Un sous-groupe de travail s'est constitué et est l'interlocuteur de cet institut de recherche.



En espérant que les résultats montreront que cette formation est utile pour les intéressés, il faudra ensuite convaincre les chefs de département que le DAS mérite de devenir une formation obligatoire afin de permettre aux directeurs de travailler avec les meilleures compétences possible.

La profession de directeur est un métier à part entière qui nécessite une formation spécifique. La complexification de la gestion d'un établissement scolaire implique une formation conséquente. Cela nécessite une prise de position claire des autorités politiques cantonales, la qualité de la formation des élèves de demain impliquant un tel engagement de leur part. Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

3.1.1 Bilan de la CSR

G. Pasquier

Précédant l'état des lieux d'HarmoS réalisé par la CDIP à fin juin, la CIIP avait décidé de présenter un bilan de mise en œuvre de la Convention scolaire romande (CSR). Ce qui fut fait le 19 juin, au cours d'une conférence de presse. En amont de cette prise de position de nos chefs de département, a eu lieu le 24 avril une journée de réflexion sur la question, journée mise sur pied par la commission pédagogique (COPEP). Outre plusieurs interventions, ladite journée s'est articulée sur des ateliers regroupant des représentants des départements cantonaux, des autorités scolaires et des enseignants, le tout se terminant par une table ronde avec les présidents des associations des parents, des directeurs, des enseignants, du Conseil académique des HEP et de la Conférence latine de l'enseignement obligatoire. Des lignes de forces ont été tirées de cette journée, qui ont servi à la rédaction du bilan final

Pour préparer cette importante rencontre, le CoSER avait mis à l'ordre du jour de deux de ses séances un premier bilan de la CSR du point de vue des associations cantonales.

La réussite de cette opération est à mettre au crédit de la Suisse romande dont la CSR a été adoptée en 2009 par l'ensemble de ses parlements, et qui bénéficie de-

puis d'une commission interparlementaire chargée d'accompagner la mise en œuvre de la Convention dans chacun des cantons.

Après l'énergie et les efforts consentis pour l'harmonisation scolaire en Suisse romande, le temps est à l'apaisement et à la consolidation.

Pourtant ce premier bilan montre aussi ce qui doit être encore amélioré et développé dans la mise en œuvre. Au moment où la CIIP élabore un nouveau plan quadriennal, l'exercice s'avère extrêmement précieux.

Après la journée de réflexion sur les langues, qui avait été demandée par le SER, cette journée d'études sur la CSR semble également avoir porté ses fruits. Une telle rencontre permet non seulement aux différentes parties de s'exprimer et de faire le point, mais c'est l'occasion aussi d'entendre et de comprendre le point de vue des autres acteurs de l'école en Suisse romande.

A renouveler et à maintenir. Les occasions ne manquent pas, à commencer par la formation des enseignants pour laquelle une demande du SER est pendante.

3.1.m Conseil académique des hautes écoles en Suisse romande

G. Pasquier

A la suite de la disparition de la CDHEP (Conférence des directeurs de HEP) et la création du CAHR en 2012, une première rencontre avait eu lieu qui paraissait prometteuse. Malgré des contacts suivis avec plusieurs des recteurs du CAHR, aucune séance formelle n'a été prévue ces derniers mois avec la plénière. Ce qui ne sera pas le cas dans l'année qui vient, puisque la décision du SER d'attaquer le chantier de la formation des enseignants va pousser les responsables de vos associations à engager une importante collaboration avec les instituts de formation et leurs responsables. Les grosses attentes auxquelles doivent faire face les HEP, les budgets stagnants ou en diminution vont pousser l'ensemble de la profession à faire preuve d'imagination et d'intelligence. Le CAHR est à cet égard un important partenaire.



Il est présidé cette année par Pascale Marro, rectrice de la HEP-Fribourg.

Beaucoup de travail est fait et a été fait par les instituts de formation des enseignants et plus particulièrement par certains de leurs acteurs. Ce n'est malheureusement pas une règle générale et il manque une dimension de cohésion et d'appartenance au niveau romand. L'harmonisation romande a fait flo ès à tous les niveaux ces dernières années, sauf à celui de la formation des enseignants! Cherchez l'erreur.

3.2 Autres associations, fondations, institutions

3.2.a CLACESO

G. Pasquier

Première année de vie pour cette nouvelle organisation qui s'est mise en place sous la présidence de Christian Berdoz. Le SER réitère sa satisfaction d'avoir vu naître une seule association pour les responsables d'établissement de toute la scolarité obligatoire.

La collaboration qui semble bien engagée avec leurs homologues alémaniques de VSLCH est de bon augure. On a pu, dans l'année écoulée, voir émerger des prises de position commune de part et d'autre du rideau de röstis. La coopération entre le SER et la CLACESO n'a pas encore l'intensité de celle dont bénéficient enseignants et directeurs en Suisse allemande, mais cela peut changer. Signe positif, les engagements des anciennes organisations semblent être repris par la CLACESO. Exemple, les Assises romandes de l'éducation, au groupe de pilotage desquelles la nouvelle association des directeurs participe activement.

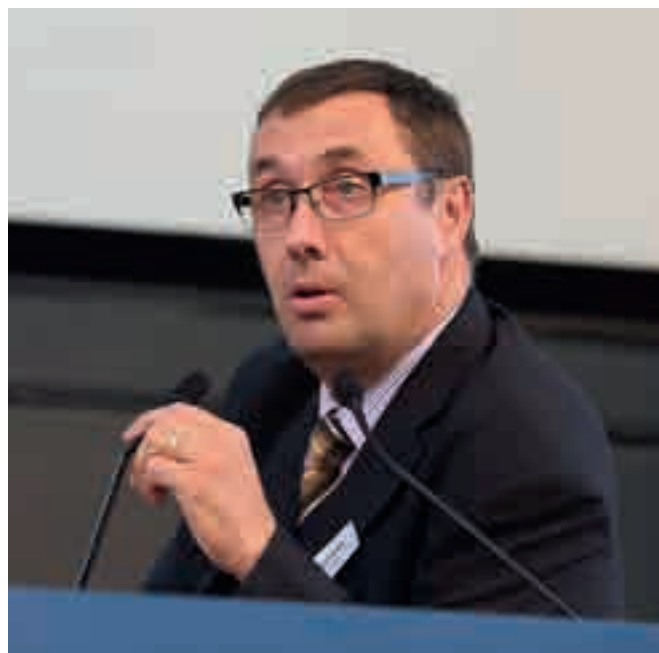
Lorsqu'on regarde attentivement les différences culturelles entre Suisse alémanique et Suisse romande, il en est de nombreuses pour lesquelles nous sommes infiniment contents d'être romands. Il en est d'autres, et la mentalité qui régit les rapports hiérarchiques est de celles-là, pour lesquelles on envierait presque nos cousins germains.

3.2.b FAPERT

G. Pasquier

Deuxième année de fonctionnement de la FAPERT sous la présidence de Paul Majcherczyk. La concertation et les collaborations sont bonnes avec le SER, au travers de la COPAR et du groupe de pilotage des Assises, que dans d'autres opportunités d'engagement (Alliance pour l'éducation sexuelle, par exemple). La fréquentation régulière des assemblées respectives est de nature à améliorer la compréhension réciproque. Pour l'heure, pas de projet commun qui nécessite une rencontre des deux comités.

Avec des moyens plus que limités et un remarquable engagement personnel, les membres de la FAPERT font vivre une collaboration intercantonale d'associations très différentes, aux prises avec des problèmes très divers. Leur travail de coordination romande (et Tessin) mérite respect et encouragement. Le SER a tout intérêt à soutenir les efforts des parents dans le sens d'une vision commune de la mise en œuvre du PER et de la CSR.



Paul Majcherczyk, président de la FAPERT

4.1 CDIP

4.1.a Plénière et secrétariat général

G. Pasquier

Comme pressenti dans le précédent rapport d'activité, la plénière de fin octobre 2014 à Bâle a revêtu l'importance prévue. Elle a été suivie en effet d'une conférence de presse pour faire état d'une position résolue sur la question des langues. Cette déclaration représentait une première étape du bilan d'HarmoS qui allait être tiré en juin, et la base de recommandations à venir sur l'apprentissage des langues. La séance de printemps a élu Elisabeth Baume-Schneider, vice-présidente de la CDIP, et s'est penchée sur les questions de transition (entre école obligatoire et secondaire II), transition pour laquelle un nouvel engagement de tous les partenaires a été réalisé. Il a aussi été question des profils d'exigences (voir 4.1.c).

La session de juin marquait le moment solennel du premier bilan d'HarmoS, lequel a été ensuite présenté en conférence au cours de laquelle le SER et LCH ont fait connaître une position commune.

La réunion annuelle de deux jours dans l'un des 26 cantons est prévue pour se dérouler les 29 et 30 octobre dans le canton de Thurgovie. Elle aura eu lieu dans la période où se tiendra l'assemblée des délégués. L'ordre du jour comporte des sujets importants comme le bilan 2015, la maturité gymnasiale et l'accès sans examen aux hautes écoles, le message 2017-2020 de l'encouragement de la formation, la recherche et l'innovation, les échanges et la mobilité, les standards, la loi sur les Hautes Ecoles, les questions de transports aux heures de pointes et divers accords dans le domaine des Hautes Ecoles.

Impressionnante activité pour la CDIP cette année, avec deux conférences de presse d'importance, et surtout des positions communes qui n'étaient pas acquises d'avance. Sous la houlette du Bâlois Christoph Eymann, la Conférence de nos ministres de l'éducation a su conduire des dossiers difficiles et faire montre de cohérence, malgré des votations cantonales anti-HarmoS, et un nombre croissant de ministres UDC. Il reste quelques points douloureux, comme la question des langues et la mise en œuvre du LP21, sans compter les possibles complications de la question des réfugiés.

4.1.b Conférence de coordination TIC et formation

G. Pasquier

Importante session de la conférence le 6 mai dernier, centrée sur les stratégies concernant le développement technologique dans la formation. Avec des rapports sur la politique du Conseil fédéral pour une société de l'information, les statistiques de l'éducation et les technologies, les nouveautés du programme de la CDIP, plus des présentations du président de LCH et du président du SER sur les objectifs média dans les plans d'études. Les problèmes de l'enseignement en ligne et des identités dans l'éducation en Suisse ont aussi été abordés. Autre thème sensible, le problème de conservation des données dans l'enseignement avec les classifications «critique» ou «sécurisée» des différents modèles de «cloud».

La conférence a également pu assister à une présentation de différentes solutions qui pourraient être fournies par Microsoft



4.1.c Profils d'exigences professionnelles

G. Pasquier

Passage à la vitesse supérieure cette année. Alors que le projet se poursuit (150 profils en mars) la plénière de la CDIP l'a pris en compte dans sa séance de printemps (voir 4.1.a). Réalisés sous la responsabilité conjointe de la CDIP et de l'USAM, ces travaux visent à montrer aux jeunes l'importance donnée par le monde du travail à certains domaines de compétence dès le début de l'apprentissage. Destinés à une meilleure dynamique de l'orientation, ces profils ne sont pas pour la CDIP, «des outils de sélection ou de test». La CDIP prévoit par contre un «projet consécutif dont les détails doivent être encore précisés». Le but avoué de diminuer les ruptures de contrats d'apprentissage et leurs abandons semble bon et légitime. On peut se demander par contre si les profils de compétences sont la bonne solution. Les constatations faites lors des dernières assises font apparaître un problème beaucoup plus complexe.

La CDIP entretient sur ce projet un flou dangereux voire hypocrite qui laisse penser que cette opération «profils» pourrait être de nature à modifier ou infléchir les plans d'études. Une phrase explicite à cet égard a été retirée en séance plénière de la CDIP suite à une intervention du secrétaire général du SER. Il va falloir être très attentif sur le «projet consécutif» qui sera proposé.

4.1.d Formation sec. I

Disciplines génériques J.-M. Haller

La CDIP a réuni un certain nombre d'acteurs institutionnels et associatifs à deux reprises pour les consulter sur le projet de modification de la liste des disciplines étudiées en HEP. L'objectif étant de simplifier les parcours de formation et d'élargir l'accès à la formation d'enseignant à des étudiants formés académiquement en chimie ou en physique par exemple.

Il s'agissait de regrouper certaines disciplines dans des «chapeaux» génériques tels que les sciences.

Ces propositions modifient plus les parcours de formation des HEP alémaniques que ceux des HEP romandes, qui avaient déjà effectué certains regroupements.

4.1.e Bilan du système de reconnaissance des diplômes

J.-M. Haller

La CDIP a décidé de réunir un groupe de travail composé de représentants des services employeurs, des associations professionnelles d'enseignants et de directeurs, des instituts de formation et des instances de la CDIP (commissions et secrétariat général) afin de dresser le bilan de la reconnaissance suisse des diplômes d'enseignement qui a fait l'objet de conventions inter-cantoniales depuis les années 90.

Cette volonté de reconnaissance intercantonale des diplômes est à l'origine de l'harmonisation et de la coordination des formations d'enseignants, du regroupement des instituts de formations en HEP et de la tertiarisation de celles-ci.

Le groupe de travail s'est réuni deux fois en 2015 et planche actuellement sur un projet de rapport d'une cinquantaine de pages qui sera ensuite soumis au comité de la CDIP.

Qui dit rapport, dit bilan. Toutefois une partie sera consacrée à indiquer, souligner dans quels domaines des améliorations doivent encore être apportées et quelles nouvelles pistes doivent être explorées en la matière.

Les premières séances ont mis en lumière certains problèmes sur lesquels les associations d'enseignants devront travailler à l'avenir pour atteindre l'objectif visé. A savoir, permettre à tous les enseignants de ce pays d'avoir une formation de même hauteur dans son contenu et non seulement dans la durée des études et le titre accordé.

Il faut espérer que les pressions internes et politiques ne conduiront pas à édulcorer ce bilan et que les propositions d'amélioration ne resteront pas lettre morte. Dossier à suivre de très près.

4.2 Agence éducation21

4.2.a Conseil de fondation G. Pasquier

Année d'autant plus chargée pour l'Agence éducation21 que son existence même est menacée par les attaques, sur le plan politique, notamment de l'UDC, contre l'édu-



L'éducation en vue d'un développement durable dans le quotidien scolaire



cation au développement durable, jusqu'au Parlement fédéral. Le Conseil de fondation s'est beaucoup occupé des structures de l'Agence et de son fonctionnement. Une nouvelle responsable du domaine «formation» a été nommée en la personne d'une romande, Catherine Corbaz.

Outre la gestion courante, bilan, planification, décisions techniques et stratégiques, de nombreux dossiers ont retenu l'attention du Conseil. Parmi eux les suites à donner à la décennie de l'EDD (ONU) qui s'est achevée en 2014. La présidente du CF, Elisabeth Baume-Schneider, a écrit à la CDIP et à la Confédération, tout comme les présidents de LCH et du SER, pour demander que soit mis en place un «Masterplan» qui puisse prendre le relais de l'important effort consenti jusqu'ici. Fin de non-recevoir à cette demande malgré les bonnes intentions exprimées notamment par la présidente de la Confédération lors du vote à l'ONU du programme «Agenda 2030» du 25 septembre dernier.

Suite à un départ, un nouveau membre a été nommé au CF, en la personne de Pascale Marro, rectrice de la HEP de Fribourg. Le SER salue cette arrivée, et souligne avec satisfaction qu'il s'agit d'une Romande. La collaboration de l'Agence avec les acteurs extrascolaires a aussi été à l'ordre du jour, de même que le développement des ressources pédagogiques.

Arrivée au terme de son mandat, la ministre Elisabeth Baume-Schneider va quitter son poste et donc sa fonc-

tion de vice-présidente de la CDIP et la présidence du Conseil de fondation. Celui-ci a élu comme prochaine présidente la conseillère d'Etat Silvia Steiner, directrice de l'éducation du canton de Zurich.

Des espoirs et des désespoirs balisent le chemin caillouteux de l'EDD. La fin de la décennie de l'ONU sans suite décidée en Suisse pourrait nous faire craindre le pire. Mais par ailleurs l'adoption de l'agenda 2030 et la mise en œuvre d'un plan d'études sont des signaux très forts dont les enseignants doivent tirer parti. Quand à éducation21, les difficultés de sa mise en place semblent dépassées et ses acteurs paraissent animés d'une volonté et d'un enthousiasme qui fait plaisir à voir et qui devrait favoriser la qualité d'un travail commun et solidaire par-delà les frontières linguistiques.

4.2.b Groupe de résonance

S. Schæb

Groupe de résonance:

en chemin vers un réseau d'écoles EDD

La prise en compte de l'expérience du réseau santé, de ce qui existe déjà, pour aller vers un développement de ressources et d'échanges concernant l'EDD est à saluer. S'appuyant sur les structures actuelles, le Réseau suisse d'écoles en santé se développe vers un réseau national qui réunira la promotion de la santé, l'éducation vers un développement durable et d'autres thèmes associés par le PER dans la Formation générale. Ce réseau élargi aura pour but de soutenir les écoles dans leur développement **vers un lieu de vie, de travail et d'apprentissage visant à la fois la durabilité et la santé**, de façon à les ancrer dans le quotidien scolaire. Des ressources seront proposées au niveau national et régional, toutefois les réseaux cantonaux ainsi que les écoles membres auront le libre choix de leur profil et de leurs priorités.

La représentante du SER a pu, lors des deux rencontres annuelles du groupe de résonance, suivre les travaux réalisés, donner son avis quant à l'architecture du projet notamment, afin de viser une structure respectueuse des diverses sensibilités, souple, non-contrainnante mais efficace.





Beat Zemp, président de LCH

4.3 Autres associations, fondations, institutions

4.3.a LCH

G. Pasquier

Année importante a de multiples titres pour l'articulation entre LCH et le SER. Année d'anniversaires tout d'abord, avec le 25e de LCH (165e de la SLV) et le 150e du SER, qui ont pu rappeler un siècle et demi de liens plus ou moins solides et de rapports plus ou moins tendus. Mais année de montée en puissance de la collaboration et de la présence des deux faïtières aux niveaux intercantonal et national. Avec une troisième Journée suisse de l'Education, avec plusieurs communiqués de presse communs et déclarations communes. Travail concerté aussi sur des réponses à des consultations. Rencontres diverses agendées de concert également avec des autorités et des acteurs importants pour l'espace éducatif. Travail commun aussi sur la difficile question de l'enseignement des langues, qui a conduit le Forum du bi-et multilinguisme à attribuer conjointement à nos deux associations le Prix 2015 du bilinguisme. Un développement des collaborations a été accentué par l'annualisation et une plus grande formalisation de la «Conférence des présidents» commune et avec une institutionnalisation du bureau de coordination et son fonctionnement «politique» en articulation avec des responsables de l'USS et de Travail.Suisse.

Plusieurs passages des présidents SER et LCH ont eu lieu dans différentes instances dont la commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC) du Conseil national, sur les questions des langues et de l'éducation sexuelle notamment.

Présence régulière du président SER dans les conférences des présidents et les assemblées des délégués de LCH.

Avec une dizaine de rencontres du bureau de coordination ou des deux présidents, avec de nombreux rendez-vous communs extérieurs, d'innombrables appels téléphoniques, courriers, courriels, avec la référence systématique aux positions de l'autre région linguistique, on est forcé d'admettre que la coordination SER-LCH fonctionne plutôt bien et monte en puissance. Constat réjouissant qui est de nature à donner une dimension et un poids grandissant à chacune de nos deux organisations.

4.3.b Ebenrain et Intergroupe parlementaire

G. Pasquier

La Conférence Ebenrain à laquelle le SER participe, bien que n'étant pas une organisation nationale, réunit douze faïtières et centrales syndicales dont l'USS, Travail. Suisse, celles des cadres, des médias, des fonctionnaires de police, du personnel médical, commercial et des enseignants. Une occasion de se saisir de tous les sujets touchant de près ou de loin les salariés, au niveau national.

Le franc fort, la fiscalité des entreprises, les retraites, le temps de travail, l'égalité salariale hommes-femmes, les assurances sociales ont été autant de sujets importants pour Ebenrain cette année. La conférence a même apporté son soutien par voie de presse au Lehrplan 21 de nos collègues alémaniques.

Outillée de quatre groupes de travail sur les assurances, les assurances sociales, l'éducation et le service public, la Conférence Ebenrain peut bénéficier d'études plus poussées sur les dossiers importants.

Quant à l'Intergroupe parlementaire (composé de la Conférence Ebenrain et de parlementaires invités, sous



la présidence de Stéphane Rossini), il a tenu séance en novembre avec Simonetta Sommaruga, conseillère fédérale, sur la question de la parité salariale et une en juin sur les difficultés des employés « âgés » en Suisse.

L'horizon du statut et des conditions de travail des salariés en Suisse est plutôt sombre et il est vital que les forces syndicales soient coordonnées. La dynamique d'Ebenrain le permet, comme elle permet aussi un lien d'information et d'action au niveau parlementaire. A poursuivre et à renforcer dans la prochaine législature.

4.3.c SSPES

G. Pasquier

Première année de présidence de la Valaisanne Carole Sierro pour qui le travail n'a pas manqué tant sur les questions de statut des enseignants du secondaire II, que sur la maturité gymnasiale et les sous-projets de la CDIP, pour ne citer que deux dossiers chauds. Les attaques contre le gymnase ont été nombreuses également.

Succédant au Neuchâtelois David Wintgens, la présidente de la SSPES a tenu à rencontrer tout de suite le président et le secrétaire général du SER, qui avait discuté avec son prédécesseur d'un projet de plus grande collaboration entre les deux faîtières.

Dans cette attente, la communication entre SER et SSPES reste très bonne et le président SER a assisté à la conférence des présidents de la SSPES de mars.

Plus ancienne encore que le SER, la SSPES a marqué nos 150 ans en participant financièrement au Livre et en consacrant plusieurs pages de sa revue «Gymnasium Helveticum» au SER et à son anniversaire.

4.3.d Fondation CSPS

G. Pasquier

Bonne initiative en 2011 d'éditer la Revue de pédagogie spécialisée aussi en français. René Blind a accepté de représenter le SER jusqu'à l'année passée dans le comité d'accompagnement. Dans son rapport de 2013, il regrettait que cette publication s'adressait «avant tout à

des chercheurs, la majorité des auteurs étant issus du monde académique». Il est vrai que, visant à terme 200 à 300 abonnés, la revue ne semble concerner que très peu les praticiens, malgré son très haut niveau de qualité. Le SER n'a pas encore trouvé de successeur à René Blind.

La revue a consacré dernièrement un numéro au problème des «paradoxes de l'école inclusive» pour lequel un article a été demandé au SER.

4.3.e Jeunesse et Economie

G. Pasquier

Alors que la SPR avait eu une forte implication dans les activités de l'association Jeunesse et Economie, la collaboration s'était étiolée au début des années 2000 suite à des difficultés de maintenir une antenne romande. La communication a repris de la vigueur après les contacts renoués dans le cadre de Didacta. Le SER est à nouveau présent, par la participation de son président dans les instances Jeunesse et Economie et le dialogue avec le secrétaire général, Urs Marti.

A la suite du départ d'Anne-Sophie Subilia, responsable romande, le poste n'a pas été repourvu et les activités dans notre région risquent d'en pâtir. Le SER va faire des propositions pour que Jeunesse et Economie puisse susciter une meilleure compréhension entre école et économie dans l'intérêt de nos élèves et de leur futur.

Une rencontre a été organisée en décembre dernier entre le CoSER et deux responsables de Jeunesse et Economie, un premier contact qui n'a pas répondu aux attentes et que plusieurs membres du CoSER ont jugé très insatisfaisant.

L'école et les enseignants, surtout en Suisse romande, n'ont pas eu ces dernières années un rapport très serein avec l'économie. Il y a une grande méconnaissance réciproque et une solide méfiance tout aussi réciproque s'est instaurée. A l'heure où l'économie cherche à être plus proche des gens et mieux comprise, le système éducatif doit saisir cette opportunité dans l'intérêt des futurs citoyens et travailleurs que sont nos élèves.



4.3.f Radix

G. Pasquier

La Fondation suisse pour la santé, Radix, revêt depuis cette année une importance grandissante pour le SER. Par son réseau suisse d'écoles en santé, dans lequel de nombreux collègues sont impliqués et qui va servir de base à un réseau plus large impliquant la santé, mais aussi les autres aspects du développement durable (voir le point 4.2.b). Par l'Alliance pour la promotion de la santé des professionnels de l'école ensuite (Alliance PSE) que Radix promeut avec les associations de directeurs et les associations d'enseignants pour sensibiliser, mettre en réseau et apporter des solutions dans les domaines de la santé en entreprise dans les écoles. Par sa participation au projet S-Tool lancé par Promotion santé suisse pour renforcer la santé psychique des personnels de l'école, le SER y a délégué son secrétaire général, Jean-Marc Haller, pour faire partie du groupe de travail.

Tant le nouveau réseau élargi des écoles en santé que l'Alliance et le projet S-Tool intéressent fortement le SER. La question de la santé des acteurs de l'école, comme la mise en œuvre d'une éducation large et bénéfique au développement durable sont des thèmes qui vont devenir incontournables ces prochains mois et ces prochaines années.

4.3.g Alliance éducation sexuelle

G. Pasquier

Contrairement à la Suisse alémanique, la Suisse romande bénéficie d'une coordination ancienne suite à de longues années de travail sur la question de l'éducation sexuelle. Un acquis qui est parfois remis en question et menacé par des éléments extérieurs telle l'initiative qui avait été signée au plan national « pour la protection contre la sexualisation de l'école » et qui a été retirée au début de l'été.

Pour prévenir de telles menaces, mais aussi et surtout pour défendre le droit des enfants et des jeunes à l'éducation sexuelle, l'organisation Santé sexuelle suisse a lancé une alliance regroupant toutes sortes d'associa-

tions non lucratives et non gouvernementales. Cette alliance qui vise à diffuser les standards de l'éducation sexuelle holistique (définis par l'OMS-Europe), veut mettre en réseau les organisations prêtes à les défendre. Sur décision de son assemblée des délégués du 9 mai dernier, le SER a adhéré à cette alliance.

Si le danger que constituait une probable votation populaire sur l'initiative est écarté, il n'en reste pas moins que la pression demeure importante sur cet aspect des plans d'étude et des objectifs de l'école qui s'avère être très bien géré en Suisse romande. Il reste à encore améliorer le concept et faire que la collaboration entre enseignants et spécialistes soit la plus bénéfique possible à tous les élèves et particulièrement à ceux qui sont en souffrance.

4.3.h Swissuniversities

G. Pasquier

La COHEP (Conférence suisse des rectrices et recteurs des Hautes Ecoles pédagogiques) n'existe plus comme telle. Depuis l'adoption de la loi sur les Hautes Ecoles (LEHE), elle est devenue l'un des organes de «Swissuniversities» et porte le nom de «Chambre des Hautes Ecoles pédagogiques».

Présidée par Hans-Rudolf Schärer, recteur de la PHLU et vice-président de Swissuniversities, la «Chambre» (ou du moins son comité) a reçu une délégation de LCH et du SER en mars dernier, apparemment résolue à maintenir les liens.

D'autres contacts plus réguliers ont lieu avec certains recteurs et le président du SER a rencontré également la responsable de la Chambre des HEP. Le travail engagé à l'occasion de la conférence de presse de rentrée 2015 par le SER, va nécessiter de collaborer plus souvent et de manière plus approfondie avec cette nouvelle structure.





5.1 Fondation CPA

J. Stolz

CPA fête ses 50 ans. La fondation est, plus que jamais, investie dans de multiples tâches. Le rapport de capitalisation conséquent achevé, a permis à Marie-Thé Sautebin, son auteure, de relever les impacts sur le terrain, de dégager des pistes stratégiques. En passant par le Sem13 au Togo (Séminaire 2013), ce travail a abouti à la réalisation d'une mallette pédagogique (7 cahiers), à des journées de formation des volontaires suisses, à la restructuration des différents rôles et tâches des différents acteurs, à l'organisation des stages, à une harmonisation des contenus, à promouvoir une collaboration active avec les partenaires africains...

La campagne de recrutement, lancée notamment dans l'Éducateur, a porté ses fruits. Trois nouvelles volontaires ont étoffé les équipes de Kikwit (RDC) et du Togo. Deux autres personnes restent très intéressées tant par les activités en Suisse qu'en Afrique.

Dès aujourd'hui, Le Conseil de fondation va s'atteler très sérieusement à la recherche de fonds, ce thème étant crucial si on veut maintenir des stages de qualité.

Le 13 janvier 2015, Marie-Claire Tabin, présidente du Conseil de fondation CPA est décédée. Jusqu'à la fin, elle est restée très attachée à CPA, nous avons eu le privilège de travailler avec elle les pistes d'actions qui nous guident pour le futur. Elle nous a donné l'énergie à continuer avec force et conviction pour porter les projets CPA.

André-Georges Leresche, cheville ouvrière dès la création de CPA s'en est également allé. Nous perdons deux personnalités magnifiques qui ont marqué de leur empreinte la fondation CPA.

J'ai assuré la présidence ad interim durant 6 mois, puis Alain Bonvin a accepté la présidence du Conseil de fondation. Entouré d'une équipe enthousiaste et compétente, renforcée par de nouveaux membres, il prend sa tâche très à cœur.

Après une préparation minutieuse, les stages ont eu lieu cet été avec succès. Au Mali, cette année encore, nous avons été contraints de renoncer à envoyer des volontaires à Sikasso. Au printemps, nous avons abandonné le stage de validation des compétences à cause de l'attentat aux portes de la résidence des suisses à Bamako. Le stage a eu lieu en juillet. Un suivi, de nombreux échanges par mail et par téléphone ont été partagés avec nos partenaires, les coordinateurs des stages sur le terrain. Le stage de 2^e année de formation pour les futurs formateurs et celui des enseignants stagiaires ont été coordonnés cette année dans le sud du Mali.

CPA 2014 c'est au final

- 9 stages (2 au Togo, 2 à Kinshasa, 2 à Kikwit, 2 au Mali, et une semaine spécifique valorisation des compétences à Kinshasa)
- 564 enseignants en formation continue sur 3 ans consécutifs
- 2 syndicats partenaires (SNEC Mali, SELT Togo)



- 2 écoles partenaires (N'Sémo à Kikwit et Emergence à Kinshasa)
- 560 élèves volontaires
- 80 inspecteurs-directeurs en formation continue
- 64 formateurs africains
- 13 volontaires suisses enseignants et formateurs d'adultes.

Si l'on considère que chaque enseignant qui revient dans son école a en moyenne 40 élèves par classe, cela représente une multiplication des apports de la formation CPA à près de 22'400 élèves africains.

MERCI à vous tous, collègues romands, qui soutenez le travail de CPA. Si l'envie de vivre une expérience interculturelle inédite et de partager vos compétences professionnelles occupe votre esprit, n'hésitez pas à prendre contact avec l'un d'entre nous. Josy Stolz josy.stolz@sejb.ch, Alain Bonvin albonvin@netplus.ch

5.2 Comité IE-Europe (CSEE) *S. Rohrbach*

Le comité de l'Internationale de l'Education région Europe se réunit deux fois par année, en principe à Bruxelles.

Depuis le dernier rapport d'activité, les représentants des 48 pays membres ont discuté de nombreux dossiers et plus particulièrement:

- des résolutions présentées à la Conférence spéciale du CSEE de Vienne, dont l'AD a eu un retour en novembre dernier, entre autres, celle concernant l'impact des politiques néolibérales dans l'éducation et celle s'intitulant «Façonner la profession enseignante du XXIe siècle»;
- de la résolution qui concerne la région Europe soumise au Congrès mondial de l'IE d'Ottawa en juillet 2015;
- des négociations commerciales entre l'UE et les USA (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement, TTIP), et des démarches entreprises par le CSEE auprès de la Commission européenne et des gouvernements pour exclure l'éducation de ces discussions;
- de la crise économique et de ses impacts dans les différents pays;
- de la guerre en Ukraine et du soutien, notamment fi-



Samuel Rohrbach

nancier, apporté au syndicat national touché par la destruction de ses bureaux;

- du rapprochement, salué, des syndicats chypriotes qui sont passés par-dessus la frontière pour travailler ensemble;

- des déclarations communes du CSSE et de la Fédération européenne des employeurs de l'éducation sur les directions d'école et sur les jeunes chercheurs en début de carrière;

- du conflit social en M cédoin;

Les réunions du comité qui se tiennent sur deux jours sont très riches et permettent de nombreuses rencontres. Elles permettent de faire de nombreuses comparaisons entre l'enseignement en Suisse et dans les autres pays européens.

En tant que représentant suisse, je rédige à chaque fois un bref rapport à l'attention des permanents de LCH et du SER.

A noter qu'après avoir mis en ligne un nouveau site internet, le CSSE propose, depuis cette rentrée une application pour les tablettes et téléphones mobiles.

5.3 CSFEF *G. Pasquier*

Suite au Sommet de Dakar, évoqué avant sa tenue dans le précédent rapport d'activité, le bureau du CSFEF s'est réuni en janvier en Suisse, reçu par le SER à Romont, à



la satisfaction de nos collègues des autres pays francophones, pour cinq séances d'une demi-journée chacune et quelques rencontres et visites dont celle de la «Balade des savoirs» à Martigny.

Nouvelle dynamique dans ce comité francophone avec Florian Lascroux (SNES-France) comme nouveau président et Luc Allaire (CSQ-Canada) comme nouveau secrétaire général. Un nouveau fonctionnement aussi pour mieux anticiper les besoins et les prises de position. La déclaration 2016 de Madagascar, par exemple. En effet, si la Déclaration de Dakar était absolument remarquable quant à son contenu, elle a été par contre très peu utile, car adoptée trop tard pour influencer celle des chefs d'Etat du Sommet.

A l'occasion du Congrès mondial d'Ottawa de cet été, le bureau a pu se retrouver et consacrer quatre jours de travail, dont un pour une rencontre plus large, à laquelle tous les délégués des pays francophones de l'IE étaient invités.

Troisième rencontre du bureau en ce mois de novembre à Antananarivo pour procéder à une préparation du Sommet et à la tenue d'ateliers de formation spécifiquement destinés à nos collègues de Madagascar.

Beaucoup d'énergie et de déplacements sont nécessaires pour faire vivre (et parfois survivre) des organisations sœurs engagées dans la défense de la profession et du français dans les pays francophones du Sud. Une action de solidarité qui est aussi une source de réflexion et de partage pour nous.

5.4 Collaboration avec d'autres syndicats

G. Pasquier

De nombreuses occasions de contacts cette année, autant au travers du travail du CSFEF que dans le cadre du Congrès mondial de l'IE à Ottawa. Collaboration plus soutenue avec les partenaires habituels, Unsa-Education, SNUipp, SNES pour la France, CSQ et AEFO pour le Canada, ainsi que les syndicats francophones d'Afrique

et d'Europe de l'Est, coopération moins régulière avec les syndicats européens du CSEE et contacts plus occasionnels avec d'autres associations de par le monde, parmi les quelque quatre cents membres de l'IE.

La fête du 150e a pu accueillir des représentants de l'UNSA, du SNUipp, du SNES, le président du CSFEF, ainsi qu'une représentante de la présidente du CSEE et du secrétaire général de l'IE.

5.5 Formation professionnelle

G. Pasquier

Bien que représenté de manière limitée au sein du SER puisque seules les associations de BEJUNE comptent dans leurs rangs des collègues de ce secteur, l'enseignement professionnel retient l'attention des instances du SER. Des contacts ont lieu régulièrement au travers de réunions de travail au niveau national (Profils d'exigences, Swisskills, par exemple) avec le syndicat des enseignants professionnels BCH qui fait partie de LCH. Au niveau international, le secteur professionnel du SER est représenté par le Jurassien Roberto Segalla, qui participe aux rencontres et séminaires importants qui sont organisés en Europe.

Cette année, le département Formation de l'Institut syndical européen a organisé, conjointement avec le CSEE, un séminaire intitulé «Améliorer les compétences des enseignants et des formateurs de l'EFP». Cette rencontre de travail a eu lieu à mi-avril à Barcelone, mais notre délégué n'a pu y prendre part pour des raisons techniques.

Au niveau national, les décisions européennes nous parviennent et nous influencent par le biais des bilatérales, et il se trouve que certains dossiers ont été négociés avec la Commission européenne par le CSEE dont nous faisons partie. C'est le cas de l'ECVET (système européen de transfert de crédits pour l'enseignement et la formation professionnels), dont la prise en compte ou la non prise en compte en Suisse est d'actualité pour nos représentants de l'enseignement professionnel.





Les créateurs de l'ouvrage
Les Bâtisseurs de l'École romande



6.1 Ouvrage *Les Bâtisseurs de l'École romande*

G. Durand

Livre des 150 ans du SER et de l'*Educateur* –
Les Bâtisseurs de l'École romande

Une œuvre collective pour honorer l'œuvre d'un collectif

Plusieurs articles ont été publiés cette année sur le livre relatif au jubilé de notre association et de notre revue. Liliane Palandella, Josianne Thévoz, Georges Pasquier et d'autres proches du SER ont présenté au compte-gouttes, bien avant sa sortie officielle, le livre anniversaire afin d'amplifier l'envie. **L'envie de découvrir** les 300 pages de ce bel objet.

Dès les prémices de cet ouvrage, le CoSER a eu la volonté de **célébrer cet anniversaire** en marquant le coup. La dernière trace honorant significativement l'anniversaire du syndicat a été produite pour les 50 ans, en 1914, à l'époque de la Société pédagogique romande. Dès lors, 100 ans après, faire un magnifique livre afin d'inscrire dans le papier cette histoire, notre histoire, est devenue une évidence.

Très rapidement la volonté a été de compléter l'histoire de la Société des instituteurs romands, de la

Société pédagogique romande, du Syndicat des enseignants romands et de l'*Educateur* (partie I du livre) par une histoire de l'école à travers des thématiques (partie II) traitées par une **équipe de recherche** de l'Université de Genève dirigée par Rita Hofstetter. Ce rapprochement avec les chercheurs n'est pas un fait nouveau dans la vie de notre syndicat. Dès la création de notre association, Alexandre Daguet – le premier rédacteur de l'*Educateur* – était déjà un professeur de l'université. Entre 1921 et 1932, l'*Educateur* a coopéré avec l'Institut

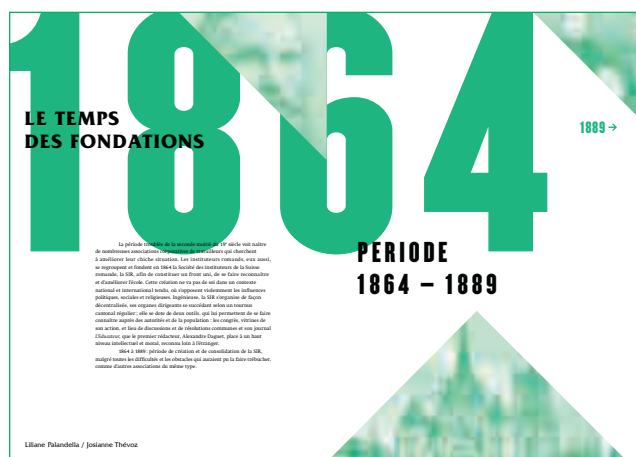
Jean-Jacques Rousseau en intégrant la publication de celui-ci, *l'Intermédiaire des Educateurs*.

Afin de mettre en évidence cette histoire de l'école romande, il a fallu se coordonner pour choisir les thématiques qui devaient être traitées dans la partie I et dans la deuxième. Pour l'histoire de notre syndicat et de notre revue, 600 pages auraient facilement pu être dédiées tant les archives du SER sont abondantes. Les thématiques de la deuxième partie ont également dû être restreintes pour rester dans les limites imposées. Si le format du livre opté peut surprendre – en effet, il ne rentre pas dans une bibliothèque *Billy* – la recherche d'images nous a invités à produire un grand livre pour mettre en avant une magnifique iconographie.

Si deux éléments de cette belle et enthousiasmante aventure devaient ressortir, ce seraient le collectif et la richesse de notre histoire.

Collectif, car ce livre présente un gigantesque travail d'un collectif. Tous les événements, prises de position et décisions de nos aïeux sont un témoignage de la force d'une communauté. Les collègues n'ont pas hésité à se mettre ensemble pour réfléchir, discuter, débattre et proposer, loin d'une image de l'enseignant souvent comparé à un loup solitaire dans sa classe avec la porte fermée. A travers la lecture du livre, on ne peut que constater que ce collectif a gagné et marqué l'histoire de cette école romande. Dès lors, afin de rendre hommage à ce collectif, le livre ne pouvait que se construire à l'image du syndicat. C'est pour cette raison que près de trente auteurs ont participé à cet ouvrage.

Richesse de notre histoire, car lors des recherches effectuées afin de présenter les 150 ans du SER et de *l'Éducateur*, il a fallu explorer les archives. Ces dernières sont une véritable profusion d'informations pour la compréhension de l'école et de notre société d'aujourd'hui. Plonger dans ces archives, c'était un peu comme Picsou qui se baigne dans sa piscine de pièces d'or, difficile d'en sortir!



Le groupe de pilotage du livre remercie toutes les personnes qui ont participé à cette splendide aventure humaine, qui permet aujourd'hui de s'arrêter un instant afin d'observer ce qu'a pu et pourra encore apporter le Syndicat dans la construction de l'école romande. On peut en être fier. Alors, rendez-vous au zooe!





Didier Jacquier

6.2. Festivités du 12 juin *D. Jacquier*

Le choix de la forme donnée à la fête du 150e du SER et de l'Éducateur était habillé de symboles. Réunir plus de 200 personnes sur un bateau et franchir les frontières cantonales au pays des trois lacs – idée originale! Vernir le magnifique ouvrage retraçant un siècle et demi de parcours pédagogique et syndical en dévoilant une pyramide de livres dans laquelle chaque invité est venu chercher son pavé - moment symbolique. Traverser les spécialités culinaires des cantons romands en composant un menu magnifique à tous les terroirs – magie gastronomique. Arroser le tout des meilleurs crus et de musique de qualité – ambiance assurée.

Dans ce cadre merveilleux pouvait s'épanouir une magnifique gerbe d'émouvantes retrouvailles. Les acteurs de l'école romande d'aujourd'hui attablés avec ceux d'hier et évoquant les pionniers d'avant-hier; tous bâtisseurs, tous porteurs, dans leurs fonctions respectives, des enjeux de la formation. Une belle fête, parfaitement organisée.



Merci aux permanents du bureau du SER d'avoir su préparer avec une précision millimétrique la foison de détails qui transforment un projet en réussite. Les invités qui nous ont fait l'amitié de leur présence pourront, à l'instar du groupe de trombones Les Fiers Guillons (ci-dessus) et de l'ensemble Kifkif, dire: «La partition était belle et j'ai été heureux d'y tenir ma voix.»





Plus de 200 convives étaient attendus dans un cadre idyllique



Remise du Certificat d'excellence par Susan Flocken du CSEE / IE-Europe

6.3 Bilan financier

J.-H. Haller

Il s'agit d'un bilan quasi définitif, la comptabilité 2015 n'étant pas encore bouclée.

Le livre du 150e

Concernant l'édition de l'ouvrage, le coût total pour l'impression, l'édition et la diffusion des 11'000 exemplaires dépasse les 210'000 francs. Conformément à ce qui avait été annoncé, la participation financière spécifique du SER à ce projet est de 73'200 francs. Le sponsoring permettra de récolter 120'800 francs. Le coéditeur Georg assume le solde des dépenses qui dépassera les 15'000 francs.

A cela doivent s'ajouter des frais inhérents à ce type de projet et des impondérables pris en charge dans les dépenses de fonctionnement du SER.

La fête du 150e

Les dépenses avoisinent les 39'000 francs et dépassent le budget de 11%. Ce dépassement d'environ 4000 francs est consécutif au nombre d'invités plus important que prévu, 225 personnes au lieu de 200, et à l'engagement de deux groupes musicaux au lieu d'un.

Ce dépassement sera absorbé dans les dépenses de fonctionnement du SER.



La ministre jurassienne Elisabeth Baume-Schneider





Christian Yerly

7. Evénements et manifestations

7.1 Semaine romande de la lecture

Ch. Yerly

Semaine romande de la lecture 2014. Une semaine qui se veut radioactive avec effets durables pour un bon goût de théâtre et son slogan vital « La vie comme si... ». Se focaliser sur un ensemble de scènes de vie et dialogues en situation, tel est le pari du groupe de pilotage en six réunions: cogitations, actions, décisions créatives: thème, affiche, site et dossier Educateur.

Thème 2014

Le théâtre, un thème intégrateur qui concentre lecture, expression et interactions.

Une affiche rouge spectacle et son slogan vitaminé « La vie comme si... »

«Le théâtre à l'école est un formidable moyen d'intégrer une pléiade de ressources langagières, expressives, corporelles, créatives.» Educateur 10/2014

Argumentaire: le théâtre: un texte atout faire...

Dire, lire, jouer, improviser: le théâtre est l'activité capable de donner vie à des situations scolaires trop statiques. Mise en scène, jeux «d'rôles» et dialogues en question/réponse, autant de stratégies pour reformuler et s'approprier nombre de savoirs du Plan d'études romand.

Découvrir, percevoir et développer des modes d'expression artistiques et leur langage: perspective identitaire, communicative et culturelle (PER)



Réalisations: alimenter la rubrique SRL de l'Educateur et élaborer un dossier SRL Educateur 10/2014 «Un goût de théâtre» avec mise en place du site et de sa liste



de suggestions et de propositions d'activités autour du théâtre:

- Lecture en dialogue (didascalies) avec mise en scène et jeux de rôles, découvrir un genre textuel peut connu;
- Suggestion d'exploration dans l'univers du théâtre: aller au spectacle, découvrir les métiers, assister à des répétitions, voir les coulisses, interviewer comédiens et acteurs, prendre conscience du rôle de la répétition nombreuse et lassante!
- Sensibilité à la culture: spectacle, rencontre de comédiens, découverte de lieux.

Événement 2014: identifier chaque jour un métier du théâtre à partir d'un portrait placé sur le site.

Médias, réseau et contact: articles de presse, émission radio, écho dans la revue *Résonances* et lien avec l'association des bibliothèques du Valais et le Centre de documentation de Fribourg (création d'une mallette théâtre pour le prêt aux écoles).

Enjeu: faire du théâtre une technique d'apprentissage «compétence transversale»

Horizon 2015: Projet De bouche à oreille, lire, dire échanger. La lecture oralisée

User et abuser de cet instrument vivant pour «rejouer» les savoirs, les reformuler, les faire vivre autrement et de manière langagière, expressive et corporelle. Le théâtre? Une activité dynamique, un art à découvrir, une culture qui doit inspirer!
Demeurer vigilant pour que le doux poison des habitudes n'anesthésie par l'innovation! M. Develay

7.2 Assises romandes de l'éducation

G. Pasquier

Année sans assises, mais avec un travail intense pour le groupe de pilotage, composé de membres du CoSER, du président de la FAPERT, d'un membre du comité de la Claceso, de la présidente du CAHR, de Laurent Bonnard, du président et du SG SER, qui prépare l'édition 2016. Deux pistes ont d'emblée souri à l'équipe organisatrice

dans les questions de fond pouvant être mises sur le métier: les problématiques liées aux religions et au fait religieux et tout ce qui touche aux technologies de l'information et de la communication en relation avec l'école, les enfants et les jeunes à propos de leurs compétences, habitudes, modes de vie, d'appartenances et de communication.

Cette seconde thématique a été retenue sous le vocable provisoire: «A l'école des élèves branchés» et va être approfondie pour organiser des assises qui soient intéressantes pour le plus grand nombre et utiles pour les différents acteurs de l'école comme pour la société civile participant à ce rendez-vous bisannuel.

Le groupe de pilotage et le CoSER ont pris acte avec regret de la très faible mobilisation des enseignants pour les Assises 2014 dont le contenu était pourtant de très haut niveau et très «concernant» pour l'ensemble des collègues. Ils s'emploieront à faire en sorte que l'édition 2016 soit une réussite, y compris en terme de volume de participation.

7.3 Ecoles à Berne

G. Pasquier

Porté à bout de bras pendant des années par l'ancienne conseillère d'Etat bernoise Dora Andres avec l'appui de plusieurs sponsors, le projet «Ecoles à Berne» est actuellement sérieusement menacé.

Pour trouver une légitimité et un financement plus «officiels», le Conseil de fondation a entrepris plusieurs démarches et imaginé des scénarios politiques.

La conseillère nationale Viola Amherd ayant déposé une motion et d'autres parlementaires travaillant à l'élaboration d'une base légale, il a été décidé de poursuivre l'organisation des camps, mais en réduisant la voilure, et en optant pour une phase transitoire.

En juillet dernier, l'assemblée générale a salué le départ de Dora Andres avec beaucoup de reconnaissance.

Une nouvelle présidente a été élue au mois de septembre, en la personne de Régine Aepli, ancienne conseillère d'Etat zurichoise en charge de la direction de l'instruction publique.





Le SER et LCH reçoivent le Prix du Bilinguisme 2015

7.4 Journée suisse de l'éducation

G. Pasquier

Troisième édition de cette grande rencontre bisannuelle organisée par le SER et LCH.

Comme lors de la première journée en 2011, cette manifestation a été placée sous le signe du dialogue entre politique et école. Réunissant quelque 150 responsables de tout le pays, dont un bon tiers de Romands, idéalement placée entre le bilan d'HarmoS et les élections fédérales, cette rencontre s'est occupée de mesurer la part de « fédéral » qu'il convenait d'injecter dans l'éducation. Il a aussi été question du mandat constitutionnel et de la façon d'y répondre ainsi que de la marge de manœuvre laissée aux cantons dans les processus d'harmonisation.

Le secrétaire d'Etat Mauro Del Ambrogio, le président de la CDIP Christophe Eyman, son secrétaire général Hans Ambühl ont été les orateurs, alors que deux tables rondes réunissaient tour à tour des parlementaires de tous les partis et des conseillers d'Etat de plusieurs cantons.

Au bénéfice d'un succès certain et d'un niveau de qualité reconnu par tous, la journée a pourtant été clairement dominée par l'allemand. Ce qui a été déploré par bon nombre de Romands, malgré un remarquable service de traduction.

A noter que cette journée suisse a été l'occasion pour le Forum du bi- et multilinguisme de décerner à LCH et au SER le prix 2015 du bilinguisme (voir encadré).

Pour la huitième fois, le Forum du bilinguisme a remis, vendredi 28 août à Berne, le Prix du bi- et plurilinguisme visant à récompenser les actions et l'engagement exemplaires en faveur du plurilinguisme suisse. Une fois n'est pas coutume, cette récompense a été conjointement accordée dans le cadre de la Journée suisse de l'éducation aux faitières des associations d'enseignants suisses – le Syndicat des enseignants romands (SER) et le Dachverband Lehrerinnen und Lehrer Schweiz (LCH) – pour leur position ferme en faveur d'une deuxième langue nationale à l'école primaire. (...)

Le SER et le LCH n'ont eu de cesse que de marquer un soutien coordonné à la priorité de l'enseignement d'une deuxième langue nationale à l'école primaire, signe essentiel pour la promotion des compétences linguistiques et pour la cohésion nationale. Les deux faitières sont en effet les représentantes des professionnels de l'enseignement sur tout le territoire suisse, ces mêmes professionnels qui travaillent journellement à l'amélioration des connaissances et des savoirs des élèves. En matière de politique de l'enseignement, les enseignants représentent ainsi un maillon essentiel. Le Prix du bi- et plurilinguisme 2015 n'est autre que la reconnaissance de cette fonction-clé jouée par les enseignants à la volonté helvétique de « vivre ensemble »

*Extrait du communiqué de presse
du Forum du bilinguisme*



Hans Ambühl, secrétaire général de la CDIP





Jean-Marc Nicolet

7.5 Prix suisse des écoles *J.-M. Nicolet*

Prix suisse des écoles 2015:

48 dossiers examinés dont... quelques romands!

L'attribution du Prix suisse des écoles est l'une des activités de l'association «Forumbildung» dont le but est de promouvoir le système suisse de formation à travers le développement et la communication des approches novatrices à tous niveaux. A l'origine du projet, il y a l'idée, généreuse, d'opposer un contre-poids aux tests qui s'intéressent uniquement aux performances des élèves, à la tendance à vouloir «mesurer le monde».

La philosophie du projet du Prix suisse des écoles est de récompenser des prestations pédagogiques exemplaires et de donner une impulsion importante au développement de l'enseignement en faisant connaître les bonnes pratiques pédagogiques qui se sont développées dans des établissements scolaires de notre pays.

Les écoles de Martigny récompensées en 2013

Soutenu par des «parrains» tels que Crédit Suisse, Migros, le Canton de Berne, Samsung et d'autres mécènes encore (voir le site www.forumbildung.ch), le Prix suisse des écoles a récompensé, en 2013, une dizaine d'écoles suisses, dont celle de Martigny, disposant alors d'un montant de plus de 220'000 francs.

Le jury 2015 au travail

L'édition 2015 a vu 48 dossiers des trois régions linguistiques déposés devant un comité d'experts qui a effectué une présélection de 26 dossiers. Ensuite, un jury

d'une vingtaine de membres, au sein duquel le soussigné représente le SER, a retenu une douzaine de dossiers après un examen serré avec attribution de points au cours d'une rencontre, le 18 août, à la Pädagogische Hochschule de Zurich. A relever que la plus grande partie des dossiers émane d'écoles primaires et secondaires I.

Six critères évalués

Durant l'automne 2015, le jury effectuera la visite des écoles retenues afin de compléter ses évaluations en vue de l'attribution de plusieurs prix qui seront remis à la fin de l'année pour un montant total de 120'000 francs. Six critères sont passés au crible: la performance, la gestion de la diversité, la qualité de l'enseignement, la responsabilité individuelle, le climat scolaire et la vie de l'établissement, l'école en tant qu'institution apprenante.

Appel pressant aux écoles romandes!

Le soussigné relève que le conseil, les experts et le jury du Prix suisse des écoles, unanimes, regrettent le manque de candidatures romandes par rapport à la prédominance des écoles germanophones. Bien sûr, la généralisation d'HarmoS, du PER et des MER, dans les cantons romands, a certainement freiné les élans de nos collègues ces deux dernières années. On peut espérer et souhaiter que, passé ce temps d'adaptation, les écoles de Suisse romande seront plus tentées, dans l'avenir, d'emboîter le pas à celles qui se sont motivées en 2013 et 2015!



7.6 Sommet international sur l'avenir de la profession enseignante (SIPE)

J.-M. Haller

Le SIPE, créé en 2011, est unique en son genre. Organisé conjointement par l'OCDE et l'IE, il réunit ensemble les ministres de l'éducation et les associations professionnelles et syndicats d'enseignants des pays invités.

Lors de chaque session, l'objectif est de donner l'occasion aux gouvernements et aux syndicats nationaux de se mettre d'accord sur des aspects à améliorer dans l'année en rapport avec la thématique traitée.

La 5e édition s'est concentrée sur «Mettre en œuvre des politiques et des pratiques hautement efficaces en enseignement» s'est déroulée du 28 au 30 mars à Banff au Canada et a réuni 16 pays dont la Suisse.

La délégation suisse était composée du conseiller d'Etat schaffhousois, Christian Amsler, membre de la CDIP et président de la D-EDK, de Bernard Gertsch, président de VSLCH, de Beat W. Zemp, président de LCH et de Jean-Marc Haller, SG/SER.

Le rôle important des enseignants dans l'amélioration de la qualité de la formation occupait le centre des discussions: comment renforcer l'auto-efficacité et le professionnalisme du personnel enseignant? Quel est le rôle des chefs d'établissement, des organisations d'enseignants et des autorités scolaires?

Les résultats de la recherche, notamment le rapport de l'OCDE «Des écoles pour les apprenants du 21e siècle» montrent une corrélation positive entre la qualité de l'éducation, la collaboration entre les enseignants dans un établissement et la participation des organisations d'enseignants et directeurs d'établissement dans le développement et l'introduction d'innovations, notamment la gestion des nouvelles technologies de l'informatique et de la communication dans l'éducation.

La délégation suisse a profité de ce sommet pour rencontrer les représentants du Canada et de l'Allemagne dans le but d'aboutir à une déclaration de coopération entre nos trois pays, dans le domaine de l'éducation dont la responsabilité ne se situe pas au niveau de l'Etat mais à celui des provinces (Canada), des Länder (Allemagne) et des cantons (Suisse). Cette déclaration devrait être si-

gnée lors de la 6e édition de ce sommet les 3 et 4 mars 2016 à Berlin.

7.7 Congrès IE, Ottawa

S. Rohrbach

Ottawa (Canada) a accueilli à la fin juillet le 7e Congrès de l'Internationale de l'Éducation (IE). Tous les quatre ans, ce congrès offre l'occasion aux enseignants du monde entier – environ 2000 à Ottawa représentant les 32 millions d'enseignants que compte l'IE – de se pencher sur les objectifs de notre faïtière internationale et de réaffirmer leur volonté de les atteindre, de développer des politiques et de définir des engagements, et le plus important, de célébrer la profession enseignante et toutes les personnes qui travaillent dans le secteur de l'éducation, en vue d'offrir une éducation de qualité pour tous.

Plus de 40 résolutions ont été soumises au plénum.

Deux parmi celles-ci ont été coproposées par le SER. La première intitulée «Pour la diversité linguistique» insiste sur le fait que toute langue est porteuse de valeurs et de culture. Elle souligne que la rencontre et le dialogue des cultures exigent que la diversité linguistique soit préservée et enrichie en tant qu'enjeu pour la paix dans le monde. Elle appelle à la préservation de la diversité linguistique dans les systèmes éducatifs et à réaliser des efforts particuliers pour l'alphabétisation





De g. à dr.: Georges Pasquier, Samuel Rohrbach, Josy Stolz, Suzanne Schöeb, Franziska Peterhans et Beat Zemp.



et la scolarisation de tous dans leur langue maternelle ainsi que dans la langue officielle lorsque celles-ci sont différentes. «La prise en charge des élèves en difficulté d'apprentissage» est le titre de la seconde. Elle appelle les affi és à demander à leur gouvernement d'agir pour que des dispositifs de prévention et de remédiation soient mis en œuvre dans toutes les écoles; de former les enseignants à repérer les difficultés d'apprentissage le plus tôt possible; et de former des enseignants spécialisés en capacité d'intervenir lorsque les difficultés sont trop importantes pour être résolues par l'enseignant de la classe.

Deux grands thèmes ressortent des débats: la privatisation ou la commercialisation de l'éducation, ainsi que les accords commerciaux internationaux. Ces deux thèmes, bien opaques en Suisse, ont bien sûr provoqué une levée de boucliers des participants qui ont défendu une école publique de qualité. Malheureusement, les autorités suisses n'en parlent pas. Est-ce par méconnaissance ou par volonté? Il ne faut pas que le SER tarde à demander des explications.





Nicole Rohrbach

8.1 Rapport de la rédactrice en chef

N. Rohrbach

Pour rappel, la rédaction de l'Éducateur a entamé l'année scolaire 2014/2015 avec une nouvelle organisation, changeant d'une part d'imprimeur (depuis lors Juillerat & Chervet à Saint-Imier) et engageant d'autre part une typographe-polygraphe, Sylvie Malogorski-Défago, chargée de la mise en page de l'Éducateur et, entre autres, de la gestion/recherche de la publicité.

Notre équipe réalise depuis à l'interne l'entier de la revue (hormis l'impression), tout en gardant la main sur la publicité. A ce sujet, contrairement à d'autres titres de presse, l'Éducateur ne souffre toujours pas de la «crise» dans ce domaine: il plaît toujours aux annonceurs, avant tout par le public qu'il touche. La chose n'est pas acquise pour autant, il s'agit d'entretenir sans cesse le réseau de la clientèle (voir chapitre 8.3 publicité).

L'événement marquant de l'année a sans conteste été la réalisation de la nouvelle maquette pour la première parution de 2015, qui a marqué, au numéro près, le 150^e anniversaire de l'Éducateur. Le nouvel habit s'est doublé d'une refonte du sommaire (ordre des rubriques), avec la création d'un «espace MITIC», qui regroupe les chroniques régulières *Education aux médias*, *Internet*, *Cinéma*, *Eureka-Net*, et qu'est venue enrichir la nouvelle *Décod'image*, qui, comme son nom l'indique, invite à décortiquer les images qui nous entourent.

Cette refonte a vu aussi le retour de la *Pédagothèque* – qui traite de la pédagogie au sens large – et la création

de la rubrique *Vous avez testé* où nos lectrices et nos lecteurs peuvent dire tout le bien ou le mal qu'ils pensent d'un produit de nos annonceurs, d'un moyen d'enseignement, d'un dossier pédagogique, d'un cours de formation continue, etc.

J'aimerais pouvoir écrire qu'après presque 18 mois de son nouveau fonctionnement, la rédaction a trouvé un rythme de croisière. Mais ce n'est pas le cas, en effet 2016 va s'ouvrir sur de nouveaux projets: le développement du site internet, la réalisation de hors-séries dits de «services» pour les enseignants...

8.2 Rapport du comité de rédaction

N. Rohrbach

Le comité de rédaction s'est agrandi d'un membre: Dominique Egger, par ailleurs rédactrice cantonale pour le SEJB et le SEJ et chroniqueuse, entre autres, pour Planète syndicale. Apportant à l'équipe son regard de journaliste, elle est venue rejoindre dès décembre 2014 Simone Forster, Etienne Vellas, Nicolas Perrin, José Ticon et Christian Yerly, toujours fidèles au poste. Le comité s'est réuni en moyenne une fois tous les deux mois, délesté cette année de la réalisation d'un numéro spécial, celui-ci ayant été remplacé par l'ouvrage réalisé pour les 150 ans du SER et de l'Éducateur *Les Bâisseurs de l'Ecole romande*. L'équipe annonce pour 2016 des dossiers consacrés à... la tricherie, à l'interdisciplinarité, à la liberté d'expression, à la formation à distance...

A découvrir!

8.3 Rapport de la responsable

«publicité»

S. Malogorski-Défago

Le lancement de la prospection en janvier a eu de bons retours... Le nouveau style de l'Éducateur a parfaitement joué son rôle en attirant l'attention de tous les



Sylvie Malogorski-Défago

annonceurs et ses effets positifs ont sensiblement augmenté les réservations d'insertions.

Quel merveilleux support pour communiquer!

Un souffle innovant est donné notamment grâce à la possibilité de publier sur les sites internet. Ce grand changement, encore en phase de modifications, suscite un grand intérêt.

La prospection québécoise?

Cela passe par plusieurs étapes. Il faut d'abord choisir une cible, un thème. Exemples: les camps de vacances, les maisons d'édition, les parcs d'attractions, les musées, etc. Il faut ensuite répertorier les clients potentiels en Suisse romande, trouver les personnes de contact. Puis, l'étape la plus importante: les solliciter par le biais d'un envoi de courriel ou par téléphone, annonçant les prochaines dates de parution, accompagné ou non d'une offre spéciale. Il arrive que certains répondent immédiatement, mais c'est rare... La majorité d'entre eux ne donne pas suite ou attend un événement particulier dans leur actualité pour demander une offre. Dans ce cas-là, il faut les relancer plus tard avec d'autres propositions et les persuader que l'Éducateur est le support qu'il leur faut!

Le secteur de la prospection en publicité est un peu comme un jardin... il lui faut du soleil, de l'eau et surtout un bon terreau! Une fois la graine plantée, il nous faut patienter! Il y a de bonnes récoltes certaines années, et de moins bonnes parfois...

La gestion des annonces à l'interne

La mise en place de nouveaux outils de prospection, le développement des relations avec Kömedia, l'agence de publicité mandatée pour prospecter en Suisse allemande, nous a pris un peu de temps, mais aujourd'hui nous commençons à cueillir les fruits de nos efforts.

Un exemple avec le numéro d'août 2015: le chiffre d'affaires a triplé par rapport à 2014, et cela rien que du côté suisse romand! Bien sûr, chaque numéro ne fait pas un tel résultat, mais nous y travaillons!

Le secteur internet doit encore être réfléchi et amélioré. Nous devons développer les outils de suivi pour transmettre à nos annonceurs un retour fiable d'informations sur les visites des sites. Cela facilitera la prospection et confortera les annonceurs à choisir ce support. L'objectif pour 2016 est d'agrandir les possibilités d'offres promotionnelles, de travailler sur divers projets permettant de solliciter de nouveaux annonceurs et de continuer à fidéliser les anciens. Cela revient donc à planter des graines et espérer une récolte abondante en 2017!

Et n'oubliez pas, nous sommes tous des jardiniers n'hésitez pas à me faire part de vos idées pour améliorer la prospection et les offres promotionnelles!

8.4 Rapport administratif J.-M. Haller

La publication de la revue induit un certain nombre de tâches administratives qui occupent quasi quotidiennement le secrétariat général:

Le suivi des abonnements comprenant la mise à jour du fichier d'adresses. Il recense sur l'année 11'000 abonnés environ y compris les abonnés sortants et entrants. Les modifications d'adresses, de noms, les résiliations et les souscriptions d'abonnements, les factures et rappels de renouvellement font de ce fichier un monde en perpétuelle évolution. Le nombre d'abonnés diffère constamment. Au 1er octobre 2015, la revue est distribuée à 9'421 abonnés, dont 8'761 sont membres d'une AC du SER. De plus, 145 exemplaires sont distribués gratuitement notamment à nos AC, aux auteurs réguliers, aux conseillers d'Etat, aux journalistes et à des



responsables d'associations partenaires. 134 abonnés sont domiciliés à l'étranger, essentiellement dans les pays francophones du Nord.

La gestion de la publicité consistant principalement à facturer et comptabiliser les recettes engendrées. Sur la période d'août 2014 – début de la gestion à l'interne de la publicité – à juin 2015, correspondant aux onze numéros annuels publiés contenant de la publicité, le chiffre d'affaires brut s'élève à plus de 152'000 francs (le budget 2015 prévoit 100'000 francs). 80 annonceurs différents ont inséré une publicité. 29 se sont adressés directement à notre responsable publicitaire et 51 ont passé par l'agence publicitaire Kömedia, active en suisse allemande, avec qui existe un contrat de mandat.

Les rétributions des auteurs (articles, photos, dessins) impliquant divers contacts avec ceux-ci ainsi qu'avec le comité de rédaction pour obtenir les informations nécessaires au paiement de ces honoraires. La tarification a été mise à jour cet été.

La transmission du fichier d'adresses mis à jour à l'imprimerie lors de chaque parution d'un numéro.

La gestion et l'archivage des exemplaires de l'Éducateur afin de répondre aux demandes ponctuelles et régulières de recherches d'articles ou de commandes d'exemplaires.

9.1 SER et les «sous-sites» *J.-M. Haller*

Cette année, le développement du site SER et des sous-sites liés aux manifestations a connu une pause consacrée surtout à stabiliser et à effectuer des améliorations de certains des modules à disposition.

Derrière le site public se trouve des pages réservées aux membres actifs dans un comité, commission, groupe de pilotage ou groupe de travail, la création «d'un ordre du jour numérique» permet d'inscrire directement dans la page consacrée à une séance les points traités accompagnés de la documentation utile, point par point.

Les sous-sites consacrés aux manifestations ont connu

un développement technique qui permet au SER de créer de manière autonome autant de sites que de manifestations organisées, sans devoir employer et rémunérer le développeur du site.

Pour rappel, tous les sites et sous-sites utilisent la même base de données composée de plus de 15'000 références de personnes ainsi que toutes sortes de documents archivés.

9.2 Site internet – Educateur *N. Rohrbach*

Tout en publiant les numéros courants, la rédaction a poursuivi la mise sur le site des numéros d'archives, à un rythme qui s'est intensifié grâce au temps dégagé par notre nouvelle organisation. Si les numéros des dernières années sont toujours réservés à nos seuls abonnés, la question se pose d'ouvrir au public les numéros plus anciens, y compris les dossiers pédagogiques, après cinq ans, par exemple.

La complémentarité entre la version papier et le site en est encore à se chercher; il arrive que l'Éducateur papier publie un article résumé, condensé, indiquant que le texte entier se trouve sur le site, par exemple; ou, dans le cas d'un article arrivé trop tard pour pouvoir être publié dans la revue, qu'une «brève» annonce que l'article en question est proposé en ligne. Nous songeons aussi à ouvrir sur le site une rubrique réservée aux articles que nous n'arrivons pas à publier dans la revue par manque de place, et dont la mise en ligne serait annoncée dans l'Éducateur.

Comme dans le précédent rapport, je pose la question à vous, délégués du SER: que souhaitez-vous pouvoir trouver en ligne?

A l'adresse www.redaction@revue-educateur.net, nous accueillons toutes les propositions.



10.1 Consultations

G. Pasquier

Aux consultations ou «auditions» organisées par la CDIP, la CIIP ou les offices fédéraux, on peut rajouter cette année le fait, pour les responsables du SER comme de LCH, d'avoir été invités à trois reprises, à s'exprimer devant la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national.

Dans deux séances, cela fut spécifiquement sur la question des langues et une autre fois à propos de l'initiative sur l'éducation sexuelle.

Le président du SER, comme celui de LCH, ont eu par ailleurs l'occasion d'être consultés par des parlementaires fédéraux individuellement et par des commissions d'enseignement de partis au niveau national.

Fait marquant également, pour la première fois la réponse à la consultation sur les recommandations de la CDIP concernant l'enseignement des langues nationales a été rédigée conjointement par LCH et le SER.

Le Palais fédéral a eu cette année une bonne dizaine de visites des présidents de LCH et du SER. Cela montre à la fois une augmentation importante du nombre des objets d'ordre éducatif traités au niveau national et l'importance grandissante du lobbying des associations d'enseignants auprès des Chambres. Une progression qu'il va s'agir de suivre et d'accompagner pour le bien de la profession.

10.2 Conférence de presse et communiqués

G. Pasquier

Pour la quatrième année consécutive, le SER a tenu une conférence de presse de rentrée, avec une très belle couverture médiatique. Organisée à une date idéale de calme plat journalistique, cette manifestation, bien préparée, ne peut qu'attirer l'attention des médias et du public. Le thème de cette année, quoique très complexe et très difficile, a été intelligemment relayé par l'ensemble de la presse. On peut saluer et remercier le CoSER pour son important travail en amont.

Comme pour les sujets précédents, il faudra du temps pour mesurer les effets de l'effort auquel les présidents

10. Prises de positions

cantonaux ont consenti. Un bilan provisoire des suites de la conférence de presse sera évoqué en assemblée des délégués, dans ce dossier complexe de la formation des enseignants.

Pour le reste, les communiqués de presse de cette année ont porté sur le Sommet de Banff, le bilan d'HarmoS, avec une prise de position SER-LCH, le Prix du bilinguisme et la Journée mondiale des enseignants avec les problèmes de l'éducation au développement durable et la question des réfugiés, là aussi au travers d'une déclaration commune avec LCH.

11. Interventions, contributions, médias

11. Interventions, contributions, médias

G. Pasquier

Avec le développement toujours plus important des médias locaux, on ne compte plus les interventions faites par les présidents de nos associations et les responsables du SER dans les radios et télévisions régionales, comme dans la presse écrite.

A de nombreuses reprises aussi et dans diverses émissions, la RTS a eu recours à l'un ou l'autre des membres du CoSER.

C'est aussi au titre de responsables engagés au SER que le président, le secrétaire général et certains présidents d'associations ont répondu à des demandes de contribution à des tables rondes, des congrès, des journées de réflexion, des colloques d'associations partenaires ou d'organisations ayant de près ou de loin trait à l'école, comme les expositions ou le Salon du livre.



SER: 9 associations et syndicats cantonaux

AMCOFF - AVECO - SAEN - SEJ - SEJB - SPFF - SPG - SPV - SPVal

Congrès

42 congrès
de 1866 (Fribourg)
à 2011 (Colombier)

Assemblée des délégués – AD/SER

116 délégués, dont 26 de base, représentant les 9 associations membres du SER

Le bureau de l'AD est composé de 3 personnes, membres de l'AD

Comité du SER – CoSER

Présidence: Georges Pasquier

+ 1 représentant de chaque association membre (9), en principe le président

+ 2 invités permanents: la rédactrice en chef de l'Educateur et le secrétaire général

Le bureau du CoSER est composé du président, du vice-président, de la rédactrice en chef et du secrétaire général

Educateur

Rédactrice en chef: Nicole Rohrbach

Responsable prépresse et publicité: Sylvie Malogorski-Défago

6 membres du Comité de rédaction

9 rédacteurs cantonaux

Commission de vérification des comptes – CoVeCo

5 membres, dont 2 suppléants

Secrétariat général

Secrétaire général: Jean-Marc Haller

Secrétaires: Véronique Jacquier Darbellay, Nicole Trincherro

Employée de bureau: Martine Veuthey

Commissions et groupes de travail**Comité du SER (CoSER)**

Pdt SER: Pasquier Georges
V.-pdt SER / SEJ: Rohrbach Samuel
AMCOFF: Berrios Alejandro
AVECO: Furrer-Mittaz Adrienne
SAEN: Graber Pierre
SEJB: Stolz Josy
SPFF: Emonet Gaétan
SPG: Vité Laurent
SPV: Durand Gregory
SPVal: Solioz Olivier

Suppléants

AMCOFF: Gobet Christophe
AVECO: Rey David
SAEN: place vacante
SEJ: Meury Rémy
SEJB: Jobé Alain
SPFF: Humbert Giselène
SPG: Guex Carine
SPV: Brignoli Mireille
SPVal: Piantini Paulette

Commission de gestion (CoGes)

Emonet Gaétan, CoSER
Vité Laurent, CoSER
Haller Jean-Marc, SG/SER

Bureau de l'AD

Pdt: Andrey Marc, SPFF
1er vice-pdt: Brignoli Mireille, SPV
2e vice-pdt: Primatesta Gaud Valérie, SPG

Commission de vérification des comptes (CoVeCo)

Baour Francis, SEJB
Bonvin Dominique, SPVal
Di Falco Vincent, AMCOFF
Hochstasser Philippe, SPG
Saillen Gilles, AVECO

Commission de l'enseignement spécialisé (CES)

Pdt: Pasquier Georges, pdt CoSER
Berdat Christophe, SEJ
Rytz-Aeschlimann Valérie, SEJB
Laubscher Nicole, SPV
Rothen Kira, SAEN

Groupe de pilotage de la Semaine romande de la lecture (SRL)

Pdt: Yerly Christian, com. réd. Educateur
Chaubert Anne-Claire, SPV
Pasquier Georges, Pdt SER
Piantini Paulette, SPVal
Spring Claire, SPFF
Stolz Josy, CoSER

Groupe de pilotage des Assises romandes de l'éducation (ARE)

Pdt: Haller Jean-Marc, SG SER
Bonnard Laurent, journaliste émérite
Gschwind Pierre-Etienne, CLACESO
Majcherczyk Paul, FAPERT
Marro Pascale, CAHR
Pasquier Georges, Pdt SER
Stolz Josy, CoSER
Vité Laurent, CoSER

Groupe de pilotage du Congrès

Pdt: Pasquier Georges, Pdt SER
Graber Pierre, SAEN
Haller Jean-Marc, SG SER
Rohrbach Samuel, SEJ
Stolz Josy, SEJB
Vité Laurent, SPG

Représentants SER dans des groupes de travail avec d'autres organisations romandes ou suisses **Educateur**

SER – LCH

Pasquier Georges, Pdt SER
Haller Jean-Marc, SG SER

SER – SSPES

Pasquier Georges, Pdt SER
Haller Jean-Marc, SG SER

SER – CLACESO

Pasquier Georges, Pdt SER
Haller Jean-Marc, SG SER

Ebenrain

Assemblée plénière:

Pasquier Georges, Pdt SER
Haller Jean-Marc, SG SER

Intergroupe de travail:

Haller Jean-Marc, SG SER

GT Education:

Pasquier Georges, Pdt SER

GT Assurances sociales:

Haller Jean-Marc, SG SER

Financial Literacy

Pasquier Georges, Pdt SER
Kobi Agata, SEJB

Education21

Conseil de fondation:
Pasquier Georges, Pdt SER

Groupe de résonance

Schoeb Suzanne, SPG

Ecoles à Berne

Pasquier Georges, Pdt SER
Haller Jean-Marc, SG SER

Jury du Prix suisse des écoles

Nicolet Jean-Marc, SPV

Alliance pour la promotion de la santé des professionnels de l'école

Haller Jean-Marc, SG SER

Alliance pour l'éducation sexuelle en Suisse

Pasquier Georges, Pdt SER

CPA

Conseil de fondation:

Pdt: Bonvin Alain, SPVal
V.-pdt: Stolz Josy, CoSER
Milani Daniel, SEJ
Schoeb Suzanne, SPG
Uldry Aurélie, SPFF

Rédactrice en chef

Rohrbach Nicole

Comité de rédaction

Eggler Dominique
Forster Simone
Perrin Nicolas
Ticon José
Vellas Etienne
Yerly Christian

Rédactions cantonales

BE : Eggler Dominique
FR : Emonet Gaétan
Gobet Christophe
GE : Guex Carine
JU : Eggler Dominique
NE : Lauper Stefan
VD : Durand Gregory
VS : Solioz Olivier
Furrer-Mittaz Adrienne

Responsable préresse et publicité

Malogorski-Défago Sylvie

Etat octobre 2015

Instances officielles romandes

COPED

Brignoli Mireille, cycle 1, SPV
Schoeb Suzanne, cycle 2, SPG
Rohrbach Samuel, cycle 3, SEJ

COMETE

Chollet Rachel, CoSER

COMEVAL

Olivier Solioz, CoSER
Durand Gregory, SPV

COPAR

Pasquier Georges, pdt SER
Stolz Josy, CoSER
Vité Laurent, CoSER

COCRE

Pasquier Georges, pdt SER

CORENE

Chollet Rachel, CoSER

Espace numérique

MER MSN

Dubied Moira, SAEN
Sprüngli Anne, SPG

CMF

Pasquier Georges, pdt SER

Groupe de liaison:

Durand Gregory, CoSER
Vité Laurent, CoSER

FORDIF

Haller Jean-Marc, SG SER

GO Semaine des médias

Richard Stephan, SAEN

Gr. de validation des MER

Abbet Stéphane, AVECO
Andrey Marc, SPFF
Devaux Marinette, SEJB
Etienne Merçay Mélanie, SEJ
Graber Pierre, SAEN
Hochstrasser Philippe, SPG
Jeanquartier David, SPV
Jourdain Yves, SAEN
Kaeser Violaine, SPG
Künzi Jean-François, SAEN
Furrer-Mittaz Adrienne, AVECO
Morand Loriane, AVECO
Othenin-Girard Monique, SPG
Porret Pierre-Alain, SAEN
Rey David, AVECO
Rinsoz Sandrine, SPV
Rothen Lucie, SPG
Stranzl Paul, SPG
Valentin Christine, SPG

Instances officielles suisses

Plénière CDIP

Pasquier Georges, pdt SER
Haller Jean-Marc, SG SER

Commissions de reconnaissance des diplômes

Enf. + prim.: Bexkens Hans
Sec. I: place vacante

Conférence de coordination TIC et formation

Pasquier Georges, pdt SER

Gr. Profils d'exigences professionnelles

Pasquier Georges, pdt SER

Bilan reconnaissance des diplômes

Haller Jean-Marc, SG SER

Relations internationales

IE-Europe (CSEE)

Bureau exécutif
Rohrbach Samuel, CoSER

Conf. paneuropéenne
Rohrbach Samuel, CoSER
+ 2 délégué-e-s

Formation profess. (sec. II)

Segalla Roberto, SEJ

IE

Pasquier Georges, pdt SER
Rohrbach Samuel, CoSER
Schoeb Suzanne, SPG
Stolz Josy, CoSER

CSFEF

Pasquier Georges, pdt SER
Stolz Josy, CoSER

AC	Association cantonale	CSR	Convention scolaire romande
AD	Assemblée des délégués	CTIE	Centre suisse des technologies de l'information dans l'enseignement
AIDEP	Association des inspecteurs et directeurs des écoles primaires de Suisse romande et du Tessin	D-EDK	Conférence alémanique des directeurs cantonaux de l'instruction publique
AMCOFF	Association des maîtres du cycle d'orientation fribourgeois francophone	EBENRAIN	Alliance des associations de salariés suisses
AVECO	Association valaisanne des enseignants du cycle d'orientation	EDD	Education au développement durable
BuCoSER	Bureau du comité SER	FAPERT	Fédération des associations de parents d'élèves de Suisse romande et du Tessin
CAS	Certificat d'études avancées	FORDIF	Formation en directions d'institutions de formation de la CIIP
DAS	Diplôme d'études avancées	HarmoS	Harmonisation de la scolarité obligatoire en Suisse
CDIP	Conférence suisse des directeurs de l'instruction publique	HEP	Haute école pédagogique
CES	Commission d'enseignement spécialisé SER	IE	Internationale de l'éducation
CIIP	Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin	IRDP	Institut de recherche et de documentation pédagogique
CLACESO	Conférence latine des chefs d'établissement de la scolarité obligatoire	LCH	Dachverband Schweizer Lehrerinnen und Lehrer
CLEO	Conférence latine de l'enseignement obligatoire	MAS	Maîtrise d'études avancées
CLFE	Conférence latine des chefs d'établissement de la scolarité obligatoire	MER	Moyens d'enseignement romands
CMF	Conseil Média-Formation	MITIC-TIC	Médias, Images, Technologies de l'Information et de la Communication
CoGes	Commission de gestion SER	OFCOM	Office fédéral de la communication
COHEP	Conférence suisse des recteurs des hautes écoles pédagogiques	PER	Plan d'études romand
COMETE	Commission des médias et des technologies dans l'éducation de la CIIP	SAEN	Syndicat autonome des enseignants neuchâtelois
COMEVAL	Commission d'évaluation des ressources et projets didactiques de la CIIP	SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
COPAR	Commission consultative des associations partenaires de la CIIP	SEJ	Syndicat des enseignants jurassiens
COPEP	Commission pédagogique de la CIIP	SEJB	Syndicat des enseignants du Jura bernois
COCRE	Commission de coordination de la recherche en éducation de la CIIP	SLV	Schweizerische Lehrerverein
CORENE	Commission des ressources numériques pour l'enseignement de la CIIP	SPFF	Société pédagogique fribourgeoise francophone
CoSER	Comité SER	SPG	Société pédagogique genevoise
CoVeCo	Commission de vérification des comptes	SPV	Société pédagogique vaudoise
CPA	Coopération pédagogique en Afrique	SPVal	Société pédagogique valaisanne
CROTCEP	Conférence romande et tessinoise des chefs d'établissement secondaire	SHS	Sciences humaines et sociales
CRUS	Conférence des recteurs des universités suisses	SNES	Syndicat des enseignements de second degré
CSEE	Comité syndical européen de l'éducation	SNUipp	Syndicat national unitaire (français) des instituteurs, professeurs des écoles et professeurs d'enseignement général de collège
CSFEF	Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation	SRL	Semaine romande de la lecture
CSPS	Centre suisse de pédagogie spécialisée	SSPES	Société suisse des professeurs de l'enseignement secondaire
CSQ	Centrale des syndicats du Québec	UNSA	Union nationale (française) des syndicats autonomes
		USAM	Union suisse des arts et métiers
		USS	Union syndicale suisse
		VSLCH	Verband Schulleiterinnen und Schulleiter Schweiz

14. Les rendez-vous importants du SER

Dates fixes

Journée mondiale des enseignants

5 octobre

Journée des droits de l'enfant

20 novembre

2015

Semaine romande de la lecture du SER

23-27 novembre

AD/SER d'automne

28 novembre, à Fribourg

2016

Semaine des médias

7 au 11 mars

AD/SER du printemps

21 mai, à Lausanne

Assises romandes de l'éducation

24 septembre

Semaine romande de la lecture du SER

21-25 novembre

ou et quand ?

**... et 11 fois par année
l'Éducateur pour vous informer!**

EDUCATEUR
www.revue-educateur.ch

La salle

**SYNDICAT DES
ENSEIGNANTS
ROMANDS** 150^e

Case postale 899
Av. de la Gare 40
CH-1920 Martigny
+41 (0)27 723 59 60
ser@le-ser.ch
www.le-ser.ch